

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 86

11 janvier 2012

### SOMMAIRE

"2ID S.A. (investissement International & Développement)" .....	4128	Sub Development S.A. ....	4083
Almadi .....	4128	Sublim Investments S.A. ....	4085
Lux e-shelter 1 .....	4088	T & A Europe S.A. ....	4084
Saar Lor Lux S.A. ....	4086	Tall International S.A. ....	4125
Saljoha S.A. ....	4084	Tamper Technology S.A. ....	4086
Santex S.A. ....	4084	Technicalux S.A. ....	4123
Saturn Luxembourg .....	4087	TE Finance S.à r.l. ....	4122
Sausolito S.à.r.l. ....	4087	TE Finance S.à r.l. ....	4122
Sausolito S.à.r.l. ....	4087	The Flip Side S.à r.l. ....	4084
Sautic S.A. ....	4087	The Four Plus (Luxembourg) S.A. ....	4123
Seizinvest S.A. ....	4083	Tibre S.A. ....	4123
SES Astra 1N S.à.r.l. ....	4083	Ticket & Mail Service SA .....	4124
Sinequanon General Partner Luxembourg S.A. ....	4082	Ticket & Mail Service SA .....	4124
Sobelnat Participations S.C.A. ....	4082	Ticket & Mail Service SA .....	4124
Soberton S.A. ....	4082	Totalina Investholding S.à r.l. ....	4126
Société de Financement Sofidor S.A. ....	4082	T.P.H. Lux S.A. ....	4085
Société de Financement Sofidor S.A. ....	4085	Trentelacs S.A. ....	4125
Société de Financement Sofidor S.A. ....	4085	Triax Investholding S.à r.l. ....	4126
Société de Financement Sofidor S.A. ....	4125	UK Bricks S.à r.l. ....	4125
Société d'Importation de Produits Electriques au Luxembourg .....	4085	Val II Feeder S.C.A. ....	4127
Société d'Investissements Cime S.A. ....	4082	Value Holdings S.à r.l. ....	4124
Sodwana Finance .....	4123	Varsagrup S.A. ....	4127
Sofinlux International S.A. ....	4083	Vartema S.A. ....	4126
Soim S.A. ....	4083	Vector Gerber (Lux) 1, S.à r.l. ....	4126
SOMAC S.A. "Soft Management Corporation" .....	4125	Vector Gerber (Lux) 2, S.à r.l. ....	4126
Somebuzz S.A. ....	4124	Veiner Weissert S.à r.l. ....	4127
Spectrum Media S.à r.l. ....	4086	Vermögensberatung & Immobiliengesellschaft G.m.b.H. ....	4127
Star Racing Luxembourg S.à r. l. ....	4086	Vicon S.A. ....	4128
Strategic Wealth Services S.A. ....	4086	Villa Conrad S.A. ....	4127
		Villefranche Investment S.A. ....	4128

**Sobelnat Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 99.891.

Le bilan au 30 septembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2011168516/12.

(110195102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Soberton S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 66.845.

Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011168517/12.

(110195384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Société d'Investissements Cime S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 79.029.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 7 décembre 2011.

Référence de publication: 2011168519/10.

(110194741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Société de Financement Sofidor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 32.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168520/9.

(110195141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Sinequanon General Partner Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 123.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168514/10.

(110195022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**SES Astra 1N S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-6832 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 122.974.

—  
EXTRAIT

Suite aux résolutions de l'actionnaire unique de la société en date du 5 août 2011, Monsieur Martin Halliwell et Monsieur Pierre Margue résidant tous deux professionnellement au Château de Betzdorf L-6815 Betzdorf ont été nommés aux postes de gérants, et ce, avec effet au 1<sup>er</sup> août 2011 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Betzdorf, le 5 août 2011.

Référence de publication: 2011168511/14.

(110194765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Seizinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 91.688.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168508/9.

(110195401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Sofinlux International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 99.352.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168526/10.

(110195755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Soim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 54.049.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168528/10.

(110195164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Sub Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4963 Clemency, 9 bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 139.613.

—  
Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clemency, le 19 octobre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011168537/10.

(110195618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Saljoha S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 143.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 8 décembre 2011.

Référence de publication: 2011168498/10.

(110195764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Santex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 74.564.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2011 que:

- L'assemblée accepte la démission de Monsieur Michele CANEPA de sa fonction d'administrateur.

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Riccardo MORALDI de sa fonction d'administrateur.

- L'Assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur et président Madame Valérie WESQUY, employée privée, née à Mont Saint Martin (France) le 6 mars 1968 et domiciliée professionnellement 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

L'Assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur Monsieur Pedro GONCALVES, employé privé, né à Morgantua (Portugal) le 24 septembre 1973 et domicilié professionnellement 40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

L'Assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur Monsieur Bertrand MICHAUD, administrateur de sociétés, né à Paris 19<sup>e</sup>, le 21 novembre 1961 et domicilié professionnellement au 3, rue Belle-Vue, L-1227 Luxembourg.

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat de commissaire de SER.COM Sàrl avec siège social au 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Référence de publication: 2011168500/23.

(110194931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**T & A Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 96.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168540/10.

(110195161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**The Flip Side S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8190 Kopstal, 5, rue Schmitz.

R.C.S. Luxembourg B 113.898.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168543/10.

(110194959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Sublim Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 115.498.

—  
Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2011.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Signature

Référence de publication: 2011168538/12.

(110195632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**T.P.H. Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9747 Enscherange, Plaakiglei.

R.C.S. Luxembourg B 101.857.

—  
Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2009 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 08/12/2011.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2011168541/13.

(110195387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Société de Financement Sofidor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 32.414.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168521/9.

(110195142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Société de Financement Sofidor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 32.414.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168522/9.

(110195143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Société d'Importation de Produits Electriques au Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5691 Ellange, 42, ZAE Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 95.353.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168486/10.

(110194752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Spectrum Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 131.105.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 14 juin 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 14 juillet 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011168490/13.

(110194884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Star Racing Luxembourg S.à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 152.529.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168492/9.

(110195583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Strategic Wealth Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 134.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168494/10.

(110195259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Saar Lor Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 153.127.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2011168496/11.

(110194822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Tamper Technology S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 58.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168552/10.

(110195175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Sausolito S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 133.750.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011168503/12.

(110195306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Sausolito S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 133.750.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011168504/12.

(110195307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Saturn Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 129.576.

*Extrait sincère et conforme des décisions prises en assemblée spéciale des actionnaires du 6 octobre 2009 à 12.00 heures*

Il résulte dudit procès-verbal que les actionnaires décident de renouveler le mandat en tant que commissaire aux comptes, de la société à responsabilité limitée «KPMG Lux S.à r.l.», avec siège social à L-2520 Luxembourg, 9 allée Scheffer, pour une période d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant sur l'année comptable clôturée le 30 septembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 23 novembre 2011.

Référence de publication: 2011168502/14.

(110194897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Sautic S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 19.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 DEC. 2011.

Pour: SAUTIC S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy SZABO / Lionel ARGENCE-LAFON

Référence de publication: 2011168505/15.

(110195049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Lux e-shelter 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 268.866.207,10.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 162.738.

IN THE YEAR TWO THOUSAND ELEVEN, ON THE TWENTY-EIGHTH OF NOVEMBER.

before us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of Lux eshelter 1, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 52,500.-, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under registration number B162738 (the "Company"), incorporated on 3 August 2011 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2364 on 4 October 2011.

The meeting was opened at 11.00 a.m. with Ms. Caroline Streiff, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr. Sébastien Gaddini, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Lauren Harris, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. - That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Creation of new classes of shares, reduction of the nominal value of the shares from one euro (EUR 1.-) to ten euro-cent (EUR 0.10) by increasing the number of shares in issue and conversion of the existing shares into Ordinary Shares;

2. Increase of the share capital by an amount of two hundred sixty-eight million eight hundred thirteen thousand seven hundred seven euro and ten cents (EUR 268,813,707.10) in order to increase it from its current amount of fifty-two thousand five hundred euro (EUR 52,500.-) up to an amount of two hundred sixty-eight million eight hundred sixty-six thousand two hundred seven euro and ten cents (EUR 268,866,207.10) through the issue of thirty-four million three hundred sixty-one thousand six hundred twenty (34,361,620) Ordinary Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each, seven hundred eighty-four million (784,000,000) Class A Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each, and one billion eight hundred sixty-nine million seven hundred seventy-five thousand four hundred fifty-one (1,869,775.451) Class B Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each;

3. Amendment of the provisions of the articles of association on the following topics:

4. Full restatement of the articles of association of the Company without changing the corporate purpose thereof;

(a) Introduction of a procedure for the conversion of certain securities into Ordinary Shares;

(b) Creation of the distribution waterfall mechanism;

(c) Restrictions on transfer of shares; and

(d) Introduction of specific management rules;

5. Miscellaneous.

II. - That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialed *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. - That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. - That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

*First Resolution*

The general meeting resolves to create different classes of shares, divided into Ordinary Shares, Class A Preferred Shares and Class B Preferred Shares which shall all be voting shares but with distinct economic rights as set out in more details in the restated articles of association hereafter and to reduce the nominal value of the shares from one euro (EUR 1.-) to ten euro-cent (EUR 0.10) by increasing the number of issued shares from fifty-two thousand five hundred (52,500) shares to five hundred twenty-five thousand (525,000) shares.



The general meeting further resolves to convert the existing five hundred twenty-five thousand (525,000) shares held by Lux e-shelter, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B162692 ("TopCo"), into Ordinary Shares.

#### Second Resolution

The general meeting decides to increase the share capital by an amount of two hundred sixty-eight million eight hundred thirteen thousand seven hundred seven euro and ten cents (EUR 268,813,707.10) in order to increase it from its current amount of fifty-two thousand five hundred euro (EUR 52,500.-) up to an amount of two hundred sixty-eight million eight hundred sixty-six thousand two hundred seven euro and ten cents (EUR 268,866,207.10) through the issue of:

a) thirty-four million three hundred sixty-one thousand six hundred twenty (34,361,620) Ordinary Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each;

b) seven hundred eighty-four million (784,000,000) Class A Preferred Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each;

c) one billion eight hundred sixty-nine million seven hundred seventyfive thousand four hundred fifty-one (1,869,775,451) Class B Preferred Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each.

The thirty-four million three hundred sixty-one thousand six hundred twenty (34,361,620) Ordinary Shares, the seven hundred eighty-four million (784,000,000) Class A Preferred Shares and the one billion eight hundred sixty-nine million seven hundred seventy-five thousand four hundred fifty-one (1,869,775,451) Class B Preferred Shares issued by the Company are hereinafter collectively referred to as the "Newly Issued Shares"

The Newly Issued Shares are subscribed for as follows:

(A) thirteen million seven hundred five thousand three hundred seventyseven (13,705,377) Ordinary Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each and one billion three hundred fifty-six million eight hundred thirty-two thousand three hundred ninety-eight (1,356,832,398) Class B Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each,

have been subscribed by Investa Holding GmbH, having its registered office at Mergenthalerallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, registered with the commercial register of the local court of Frankfurt/Main under number HRB 87030 at a total price of one hundred forty-seven million fifty-three thousand seven hundred seventy-seven euro and fifty cents (EUR 147,053,777.50) out of which one hundred forty-seven million fifty-three thousand seven hundred seventy-seven euro and fifty cents (EUR 137,053,777.50) have been allocated to the share capital and ten million euro (EUR 10,000,000.-) have been allocated to the share premium account.

The subscribed shares have been entirely paid up through a contribution in kind consisting of:

(a) one thousand one hundred ninety-eight (1,198) class B shares in Datacenter Development, a société anonyme (qualifying as an investment company with variable share capital – specialised investment fund (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, rue Rénert, L-2422 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under registration number B 138526 ("Investa Holding DDF Shares") having a market value of twenty-eight million nine hundred fifty-four thousand one hundred sixty-three euro and sixpence (EUR 28,954,163.66).

The proof of the existence and of the the value of twenty-eight million nine hundred fifty-four thousand one hundred sixty-three euro and sixty-six cents (EUR 28,954,163.66) of the Investa Holding DDF Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(b) six hundred fifty-five (655) shares in e-shelter facility services Schweiz AG, a company incorporated and existing under the laws of Switzerland, having its registered office at Hofwisenstraße, 8153 Rümlang (ZH), Switzerland, registered with the commercial register of the canton of Zurich under number CH-020.3.032.823-9 having a market value of one million eight hundred fifteen thousand five hundred sixty-seven euro and six cents (EUR 1,815,567.06) (the "Investa Holding efs CH Shares").

The proof of the existence and of the value of one million eight hundred fifteen thousand five hundred sixty-seven euro and six cents (EUR 1,815,567.06) of the Investa Holding efs CH Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(c) eleven thousand four hundred thirty-nine (11,439) shares in e-shelter security GmbH, a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Eschborner Landstraße 100, 60489 Frankfurt/Main, Germany, registered with the local court of Frankfurt/Main under number HRB 57470 having a market value of four million four hundred twentyone thousand five hundred sixty-five euro and forty-two cents (EUR 4,421,565.42) (the "Investa Holding esec Shares").

The proof of the existence and of the value of four million four hundred twenty-one thousand five hundred sixty-five euro and forty-two cents (EUR 4,421,565.42) of the Investa Holding esec Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(d) twenty thousand four hundred twenty-three (20,423) shares in eshelter colocation GmbH, a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Eschborner Landstraße 100, 60489 Frankfurt/Main, Germany, registered with the local court of Frankfurt/Main under number HRB 50385 having a market value of sixty-two million nine hundred six thousand two hundred forty-one euro (EUR 62,906,241.-) (the “Investa Holding ecl Shares”).

The proof of the existence and of the value of sixty-two million nine hundred six thousand two hundred forty-one euro (EUR 62,906,241.-) of the Investa Holding ecl Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(e) eighteen thousand five hundred forty-one (18,541) shares in e-shelter facility services GmbH, a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Eschborner Landstraße 100, 60489 Frankfurt/Main, registered with the commercial register at the local court of Frankfurt / Main under number B 77478 having a market value of sixty-three million five hundred four thousand six hundred twenty-four euro and ninety-eight cents (EUR 63,504,624.98) (the “Investa Holding efs Shares”).

The proof of the existence and of the value of sixty-three million five hundred four thousand six hundred twenty-four euro and ninety-eight cents (EUR 63,504,624.98) of the Investa Holding efs Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(f) the expectant right (Anwartschaftsrecht) in relation to one (1) limited partnership share in e-shelter Berlin GmbH & Co. KG, a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Mergenthalerallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, registered with the commercial register at the local court of Frankfurt/Main under number HRA 45487 (“Berlin LP”) having a market value of three million seven hundred seventy-three thousand six hundred twenty-five euro and twelve cents (EUR 3,773,625.12) (the “Investa Holding Berlin LP Share”).

The expectant right in relation to the Investa Holding Berlin LP Share has been evaluated as having the same value as the share itself.

The proof of the existence and of the value of three million seven hundred seventy-three thousand six hundred twenty-five euro and twelve cents (EUR 3,773,625.12) of the Investa Holding Berlin LP Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(B) four million two hundred seventy-one thousand two hundred fortythree (4,271,243) Ordinary Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each and four hundred twenty-two million eight hundred fifty-three thousand fifty-three (422,853,053) Class B Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each,

have been subscribed by Investa Projektentwicklungs-und Verwaltungs GmbH, having its registered office at Vilshofenerstraße 8, 81679 Munich registered with the Handelsregister of Munich under number HRB 49686 at a total price of forty-two million seven hundred twelve thousand four hundred twenty-nine euro and sixty cents (EUR 42,712,429.60) which have entirely been allocated to the share capital.

The subscribed shares have been fully paid up through a contribution in kind consisting of:

the expectant right (Anwartschaftsrecht) in relation to one (1) limited partnership share in E/shelter GmbH & Co. KG, a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Mergenthallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, registered with the commercial register at the local court of Frankfurt/Main under number HRA 45483 (“Frankfurt LP”) having a market value of forty-two million nine hundred sixty-eight thousand three hundred ninety-one euro (EUR 42,968,391.-) (the “Frankfurt LP Share”).

The expectant right in relation to the Frankfurt LP Share has been evaluated as having the same value as the underlying share itself.

The proof of the existence and of the value of forty-two million nine hundred sixty-eight thousand three hundred ninety-one euro (EUR 42,968,391.-) of the Frankfurt LP Share has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(C) two hundred ten thousand (210,000) Ordinary Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each and twenty million seven hundred ninety thousand (20,790,000) Class B Preferred Shares with a nominal of ten eurocent (EUR 0.10) each,

have been subscribed by Mr. Rupprecht Rittweger Managing Director, born in Munich, Germany on 15 June 1970, professionally residing at Mergenthaler Allee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, at a total price of two million one hundred thousand euro (EUR 2,100,000.-) which have entirely been allocated to the share capital.

The subscribed shares have been fully paid up through a contribution in kind consisting of:

the expectant right (Anwartschaftsrecht) in relation to one (1) limited partnership share in E/shelter GmbH & Co. KG, a company incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Mergenthallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, registered with the commercial register at the local court of Frankfurt/Main under number HRA 45483 having a value of two million two hundred ninety-one thousand eight hundred ninety-two euro (EUR 2,291,892.-) (the “Frankfurt LP Share”).

The expectant right on the Frankfurt LP Share has been evaluated as having the same value as the underlying share itself.

The proof of the existence and of the value of two million two hundred ninety-one thousand eight hundred ninety-two euro (EUR 2,291,892.-) of the Frankfurt LP Share has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(D) three hundred thousand (300,000) Ordinary Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each and twenty-nine million seven hundred thousand (29,700,000) Class A Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each, have been subscribed by E/Shelter LP, having its registered office at 10-13 Centre Road, Wilmington, Delaware 19805, USA, registered with the Delaware Division of Corporation under registration number 3225276, at a total price of three million euro (EUR 3,000,000.-) which have entirely been allocated to the share capital.

The subscribed shares have been paid up through a contribution in kind consisting of:

(a) one hundred twenty (120) shares in E/Shelter S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirty thousand euro (EUR 30,000.-) having its registered office at 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under registration number B 76501 having a market value of four million five hundred ninety-seven thousand eight hundred seventeen euro and forty-three cents (EUR 4,597,817.43) (the "Pelham 1 Frankfurt Shares").

The proof of the existence and of the value of four million five hundred ninety-seven thousand eight hundred seventeen euro and forty-three cents (EUR 4,597,817.43) of the Pelham 1 Frankfurt Shares has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

(E) fifteen million eight hundred seventy-five thousand (15,875,000) Ordinary Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each and seven hundred fifty-four million three hundred thousand (754,300,000) Class A Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) and sixty-nine million three hundred thousand (69,300,000) Class B Preferred Shares with a nominal value of ten euro-cent (EUR 0.10) each,

have been subscribed by TopCo at a total price of eighty-three million nine hundred forty-seven thousand five hundred euro (EUR 83,947,500.-) which have entirely been allocated to the share capital.

The subscribed shares have been paid up through a contribution in kind consisting of a claim of TopCo evaluated to an aggregate amount of eightythree million nine hundred forty-seven thousand five hundred euro (EUR 83,947,500.-) (the "Claim").

The proof of the existence and of the value of eighty-three million nine hundred forty-seven thousand five hundred euro (EUR 83,947,500.-) of the Claim has been produced to the board of the meeting. The appearing parties recognize the contribution and give mutually release to each other.

The new shareholders participate together with the existing shareholder in vote of items 3 and subsequent of the agenda.

#### *Third Resolution*

The general meeting resolves to amend the articles of association of the Company as follows:

(a) The general meeting resolves to provide for a conversion procedure allowing the conversion of certain securities issued by the Company into Ordinary Shares as more specifically set out in articles 5.5 of the revised articles of association adopted herein;

(b) The general meeting resolves to provide for a distribution waterfall mechanism which is more precisely specified below in the new article 5.8 of the revised articles of association adopted herein;

(c) The general meeting of shareholders resolves to restrict the transfers of Ordinary Shares by providing, amongst others, Tag Along and Drag Along procedures, Exit provisions and Pre-Emption rights for the shareholders of the Company as more specifically set out in articles 6, 7, 8, 9 and 10 of the revised articles of association adopted herein;

(d) The general meeting of shareholders resolves to insert certain management rules specifying, amongst others, the composition and powers of the board members, certain important matters requiring a specific approval of the board of managers as detailed in articles 11, 12, 13, 14 and 15 of the revised articles of association adopted herein;

#### *Fourth Resolution*

As a consequence of the above mentioned actions, the articles of association of the Company are fully restated and shall now read as follows:

### **Chapter I. - Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1. Name.** There is hereby established among the current owner of the Shares created hereafter and all those who may become Shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name of "Lux e-shelter 1" (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present Articles.

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its Shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the Board

of Managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad through simple resolution of the Board of Managers.

**Art. 3. Purpose.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

**Art. 4. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited period of time.

## Chapter II. - Share capital, Shares

### Art. 5. Corporate Capital.

#### 5.1. Subscribed Capital

The Company's Share capital is set at two hundred sixty-eight million eight hundred sixty-six thousand two hundred seven euro and ten cent euro (EUR 268,866,207.10) represented by two billion six hundred eighty-eight million six hundred sixty-two thousand seventy-one (2,688,662,071) fully paidup Shares, consisting of:

- a) thirty-four million eight hundred eighty-six thousand six hundred twenty (34,886,620) Ordinary Shares with a nominal of ten eurocent (EUR 0.10) each;
- b) seven hundred eighty-four million (784,000,000) Class A Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each;
- c) one billion eight hundred sixty-nine million seven hundred seventy-five thousand four hundred fifty-one (1,869,775,451) Class B Preferred Shares with a nominal of ten euro-cent (EUR 0.10) each.

#### 5.2 The Ordinary Shares

a) Description. All the Ordinary Shares shall be identical in all respects. Each Ordinary Shares shall be entitled to receive dividends on a pro rata basis. Payments from the Company shall, unless a Tax Event occurs in accordance with Article 5.7, be made in accordance with Article 5.8.

b) Rank. The Ordinary Shares will rank junior to all existing and future issuances of Class A Preferred Shares and Class B Preferred Shares by the Company.

c) Voting Rights. Each Ordinary Shares will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Shareholders have the right to vote.

#### 5.3 The Class A Preferred Shares

a) Description. All the Class A Preferred Shares shall be identical in all respects. Each Class A Preferred Shares shall bear preferred dividends in an amount sufficient that the aggregate return of the holders of Class A Preferred Shares on all their Securities (including Securities held by the holders' Affiliates), except the Ordinary Shares, shall be equal to fourteen percent (14%) per annum on the nominal value/par value of the relevant Securities (i.e. the nominal value excluding share premium, if any). The dividend will accrue daily from the date of issuance on an "in kind" basis and shall, for pure calculation and determination purposes, be deemed to compound quarterly, the calculation basis of the preferred dividend to be increased by accrued dividends and decreased by payments on the Class A Preferred Shares. Payments from the Company shall, unless a Tax Event occurs in accordance with Article 5.7, be made in accordance with Article 5.8.

The dividend will stop accruing following the sixth anniversary of the Class A Preferred Shares, unless there has occurred an Event of Default at that time.

b) Rank. The Class A Preferred Shares will rank senior to all existing and future issuances of Class B Preferred Shares and Ordinary Shares, but are subordinated to any CPECs which may be issued by the Company as well as any other debts and expenses payable by the Company.

c) Voting Rights. Each Class A Preferred Shares will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Shareholders have the right to vote.

#### 5.4 The Class B Preferred Shares

a) Description. All the Class B Preferred Shares shall be identical in all respects. Each Class B Preferred Shares shall bear preferred dividends at a fixed rate of fourteen percent (14%) per annum on the nominal value of the relevant shares (i.e. the nominal value excluding share premium, if any). The dividend will accrue daily from the date of issuance on an "in kind" basis and shall, for pure calculation and determination purposes, be deemed to compound quarterly, the calculation basis of the preferred dividend to be increased by accrued dividends and decreased by payments on the Class B Preferred Shares. Payments from the Company shall, unless Tax Event occurs in accordance with Article 5.7, be made in accordance with Article 5.8.

The dividend will stop accruing following the sixth anniversary of the Class B Preferred Shares, unless there has occurred an Event of Default at that time.

b) Rank. The Class B Preferred Shares will rank junior to all the existing and future issuances of Class A Preferred Shares and in priority to all existing and future issuances of Ordinary Shares, and in any case junior to all other debts and expenses of the Company.

c) Voting Rights. Each Class B Preferred Shares will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Shareholders have the right to vote.

#### 5.5 Convertibility

The Preferred Investment Shares (other than the Ordinary Shares) issued to Abry may (in whole but not in part) be converted at any time by Abry into Ordinary Shares of the Company representing up to forty-seven point one per cent (47.1%) on a fully diluted basis of the Company's Ordinary Shares outstanding at such time (the "Conversion Shares"). Upon any conversion of the Preferred Investment Shares by the Investor, also the Investa Preferred Shares and any other Preferred Investment Shares or Preferred Shares held by other continuing Shareholders (other than the Ordinary Shares) shall be simultaneously converted into Ordinary Shares.

The percentage and number of Ordinary Shares into which the Preferred Investment Shares (other than Ordinary Shares) may be converted (the "Conversion Rate") is set (1) immediately after the Initial Closing and, thereafter, (2) as the case may be, recalculated pursuant to any agreement entered into from time to time between the Shareholders of the Company (the "Calculation Date").

The Conversion Rate (expressed as a percentage of the number of Ordinary Shares of the Preferred Investor calculated as if the Preferred Investment was converted as of the Calculation Date to the number of all outstanding ordinary shares likewise calculated on an as if converted basis as of the Calculation Date) as of each Calculation Date shall be equal to the aggregate Preferred Investment as of the Calculation Date divided by the Transaction Equity Value (as determined, from time to time, between the Shareholders or pursuant to an agreement which might be entered into or has been entered into between the Shareholders from time to time) as of the Calculation Date multiplied by one hundred (100) (i.e. a Conversion Rate of forty-three per cent (43%) means that after conversion the Preferred Investors hold forty-three per cent (43%) of the equity of the Company (without consideration of any further capital increases after the Final Closing)).

For purposes of calculating the Conversion Rates, the Shareholders agree that Investa Holding, IPE and Mr. Rittweger may convert Investa Preferred Shares at any time in Ordinary Shares at ratio of one (1) Ordinary Share for one (1) Investa Preferred Share.

#### 5.6 Preferential Subscription Right

Subject to the conditions set forth by the present Article, upon an increase of the issued Share capital of, or other issue of securities that are exchangeable or exercisable for, or convertible into Shares in the Company or any other equity interests of the Company (collectively "Share Equivalents"), each person then holding Shares or Share Equivalents (an "Existing Shareholder") shall have the right to subscribe on the same terms for that proportion of new Shares or Share Equivalents which is as nearly as practicable equal to the proportion of the nominal value of Shares then held by the Existing Shareholder to all Shares in issue immediately prior to such increase or new issue, such Shares to be calculated on an "as converted" basis, i.e. reflecting the number of Ordinary Shares after a conversion of the Preferred Shares and CPECs. Such subscription right shall, except in case of urgency as resolved by the Existing Shareholders (including the approval by the Investor) be exercisable for a period of not less than eleven (11) Business Days and not more than twenty-eight (28) days following the resolution to increase the capital or issue new Shares or Share Equivalents. If new Shares or Share Equivalents are issued with a premium or in connection with other related obligations (including the obligation to provide additional debt funding) the same terms and conditions relating to the subscription of new Shares or Share Equivalents shall apply to all Existing Shareholders.

In the event of a decision by the Board of Managers to invest in assets or shares of a company which is not an Affiliate of the Group Companies pursuant to which all or some of the consideration is proposed to be settled by means of an issuance or issuances of Shares, Share Equivalents and/or debt instruments (an "Add-On Investment"), the Board of Managers may instruct the Existing Shareholders to waive their subscription rights as provided by the first paragraph above and to admit the relevant new Shareholder nominated by the Board of Managers as a subscriber for such number of new Shares or on such terms as the Board of Managers may in its reasonable discretion determine, provided that Shares and/or Share Equivalents are issued at fair market value, as determined by the Board of Managers in good faith.

The previous paragraph shall apply mutatis mutandis to a situation determined in good faith by the Board of Managers if and to the extent the Company has an urgent funding requirement to reduce leverage, to cure an actual or imminent covenant breach pursuant to any facility agreement to which the Company and/or any Group Company is a party (collectively the "Facility Agreements"), to remedy an actual or imminent insolvency, to meet due and outstanding contractual or legally required payment obligations, or other severe liquidity needs, unless such funding requirement can reasonably be met by immediately available third party capital. Such instruction by the Board of Managers shall require the approval by the board members appointed by the Investor.

The Shareholders shall be entitled to resolve (and each Shareholder shall, upon the request of either Investa Holding, IPE and/or Mr. Rittweger vote in favour of such resolution) upon an issuance of Ordinary Shares (through one or multiple

issues) for a total subscription price of up to ten million euro (EUR 10,000,000.-) and to grant the exclusive right of subscription to third parties, which are not an Affiliate of Investa Holding, Mr. Rittweger, IPE, Topco, Pelham 1 Seller, other individuals holding Shares and the Company, not triggering a subscription right by the Existing Shareholders pursuant to the first paragraph of the present Article, provided that such securities are issued at fair market value, as determined by the Shareholders in good faith.

Mr. Rittweger shall be entitled to raise up to fifty million euro (EUR 50,000,000.-) cumulatively, while the Investor continues to hold Preferred Investment Shares, in cash from third parties unaffiliated with the Group Companies in order to fund his pro rata portion of any issuance of Shares or Share Equivalents. For the avoidance of doubt, such investment will be made outside the Group and will not affect any rights of the Investor.

#### 5.7 Liquidity Event / Tax Event

Payments to Shareholders by the Company (other than consideration for services at arm's length terms agreed on between the Company and a Shareholder with the approval of the Board of Managers, including the board members appointed by the Investor or any payments as provided by any agreement entered into in relation to the acquisition of the Shares), shall only be made upon an Exit, in the Event of a Default (the "Liquidity Event") or in case (and to the extent) a Shareholder has to pay income taxes with respect to profits generated by the other companies of the Group (the "Tax Event").

The Proceeds shall be distributed according to Article 5.8, however, in case of a Tax Event, the Shareholder required to make the tax payments shall be entitled to prepayments of dividends. In the event of such prepayment the remaining Shareholders shall have the right to a pro rata dividend prepayment calculated on the basis of their respective securities whereby CPECs and/or Preferred Shares shall be taken into account as if they were converted into Ordinary Shares. If the distributable funds are not sufficient to make the pro rata dividend prepayments, such pro rata dividend payments shall be made in the order of payments provided by Article 5.8. Such prepayments shall be credited against any future payments to be received under the waterfall as provided for by article 5.8.

In case of a Tax Event, payments on the Preferred Investment Shares and the Investa Preferred Shares shall be limited to one million three hundred thousand euro (EUR 1,300,000) per annum for the Preferred Investment Shares held by the Investor and one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000.-) per annum for the Investa Preferred Shares held by Investa Holding, Mr. Rittweger and IPE. The amounts by which such payments on the Investa Preferred Shares and Preferred Investment Shares in any given year fall short of one million five hundred thousand euro (EUR 1,500,000.-) for the Investa Preferred Shares and of one million three hundred thousand euro (EUR 1,300,000.-) for the Preferred Investment Shares shall be carried forward and shall thus increase the amount distributable to Investa Holding, Mr. Rittweger, IPE and Investor respectively in subsequent years in accordance with this Article 5.7.

#### 5.8 Distribution to Shareholders

The Management Participation, the Investa Preferred Shares and the Preferred Investment Shares shall participate in the Proceeds from the Company (unless a Tax Event occurs) in the following order:

1) payment on the Preferred Investment Shares until such payments have reached the amount of the Preferred Investment excluding the Investor Pari Passu Shares plus accrued Preferred Dividend/Interests thereon until the date of payment;

thereafter

2) payment on the Investa Preferred Shares, the Investor Pari Passu Shares and the Management Participation on a pro rata basis until the total amount of such payments reaches the Investa Share Investment, the Investor Pari Passu Investment plus the Management Equity Injection;

thereafter

3) payment on the Investa Preferred Shares and the Investor Pari Passu Shares on a pro rata basis in the amount of Preferred Dividends/Interest accrued thereon until the date of payment;

thereafter

4) payment on the Management Participation which is to be calculated as if the Management Participation would bear a Preferred Dividend/Interest, i.e. fourteen per cent (14%) p.a on the Management Equity Injection for a period of no more than six (6) years calculated on the same principles as set forth for the Preferred Dividend/Interest;

thereafter

5) payment on the Preferred Investment Shares of an amount equal to (i) the outstanding compensation in money payable, if any, for the losses suffered by the Company and the Group Companies, as further provided for in any agreement which might be entered into by and between the Shareholders from time to time, as a result of the breach of operational warranties as provided in any share purchase agreement which may be entered into from time to time by the Company as buyer, for the purpose of participating in the e-shelter group, plus interest thereon of five per cent (5%) p.a. (annually compounding) as from the end of the period during which such breach can be cured as further provided in any share purchase agreement which may be entered into from time to time multiplied by (ii) the Conversion Rate.

thereafter

6) payment on the Preferred Investment Shares of an amount equal to

(i) the Deferred Tax Indemnity Amount plus interest thereon of five per cent (5%) p.a (annually compounding) as from the point in time the respective net payment obligation under the tax indemnity, as further provided for in any share purchase agreement which may be entered from time to time by the Company as buyer, for the purpose of participating in the e-shelter group, would have become due for payment had it not been converted into the Deferred Tax Indemnity Amount multiplied by (ii) the Conversion Rate;

thereafter

7) payment on the Preferred Investment Shares of an amount equal to (i) the Effective Date Income Tax Provision plus interest thereon of five per cent (5%). p.a. (annually compounding) as of the Initial Closing, multiplied by (ii) the Conversion Rate.

thereafter

8) five per cent (5%) participation of the Management Participation minus any amount (as agreed between Mr. Rittweger and Abry) which is paid to employees of the Company as a bonus in connection with an Exit, as further provided in Article 9, and a pro rata participation (as determined on the basis of the conversion ratio) of the Investa Preferred Shares and the Preferred Investment Shares (including the Investor Pari Passu Shares) in the Proceeds until the Preferred Investor receives a participation in the Proceeds in the amount of the Preferred Investment (including the Investor Pari Passu Shares) multiplied by two (2);

thereafter

9) seven per cent (7%) participation of the Management Participation and pro rata participation (as determined on the basis of the conversion ratio) of the Investa Preferred Shares and the Preferred Investment Shares (including the Investor Pari Passu Shares) in the Proceeds until the Preferred Investor receives a participation in the Proceeds in the amount of the Preferred Investment (including the Investor Pari Passu Shares) multiplied by three (3);

thereafter

10) eleven per cent (11%) participation of the Management Participation and pro rata participation (as determined on the basis of the conversion ratio) of the Investa Preferred Shares and the Preferred Investment Shares (including the Investor Pari Passu Shares) in the Proceeds until the Preferred Investor receives a participation in the Proceeds in the amount of the Preferred Investment (including the Investor Pari Passu Shares) multiplied by four (4);

thereafter

11) fifteen per cent (15%) participation of the Management Participation and pro rata participation (as determined on the basis of the conversion ratio) of the Investa Preferred Shares and the Preferred Investment Shares (including the Investor Pari Passu Shares) in the remaining Proceeds;

**Art. 6. Share Transfer.** The Shareholders are permitted to sell, transfer, assign, pledge, encumber or create any interest in or right or claim to (whether directly or indirectly) their Shares (or enter into any agreement or undertaking to do so) to another Shareholder or any of its Affiliates, only if:

6.4.1. permitted in accordance with any agreement which might be entered into from time to time between the Shareholders, if any; and

6.4.2. with the prior written consent of the Board of Managers including the board members appointed by the Investor.

Notwithstanding the above, any transfer of Shares to non-Shareholders (including thus transfers to Affiliates) is subject to the approval of the transferee given by the general meeting of shareholders at a majority of three quarters ( $\frac{3}{4}$ ) of the share capital. The same shareholders' approval given at a majority of three quarters ( $\frac{3}{4}$ ) of the share capital is also required in case of a transfer made in accordance with Articles 7, 8, 9, 10 hereafter.

In the event of death, the Shares of the deceased Shareholder may only be transferred to non-Shareholders subject to the approval of the transferee given by the other Shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters ( $\frac{3}{4}$ ) of the share capital. Such approval is, however, not required in case the Shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 7. Tag-Along.** If Investa Holding and/or IPE desire to sell and transfer Shares constituting more than five per cent (5%) of the issued and outstanding Shares on a converted basis in one or more than one transaction (the number of Shares intended to be sold and transferred from time to time divided by the number of Shares held by Investa Holding/ IPE collectively, the "Tag-Quota") and identifies a bona fide arm's length third party investor not being an Affiliate of either Investa Holding or IPE (such third party, "Tag-Purchaser"), then Investa Holding and IPE shall without undue delay serve a written notice to the remaining Shareholders notifying them of such desire to sell their Shares (such notice the "Tag-Notice"). The Tag Notice shall include the number of Shares Investa Holding and/or IPE intend to sell and transfer, the price per Share and any material term or condition applying to such intended sale and transfer including a proper identification of the Tag-Purchaser, the terms of payment of the purchase price and any representation and warranty to be given, if any (collectively the "Tag-Transfer-Terms").

Within a period of twenty (20) Business Days following receipt of the Tag-Notice, each remaining Shareholder shall serve a written notice to Investa Holding and/or IPE stating either that it:

1) has no interest in selling any of its Shares and Share Equivalents to the Tag-Purchaser; or

2) offers to sell such number of its Shares and Share Equivalents to the Tag-Purchaser equal to its Shares and Share Equivalent multiplied by the Tag-Quota (the resulting number of Shares and Share Equivalent of each notifying Shareholder, the "Tagged-Shares").

(such notice, as the case may be, the "Tag-Decision").

In relation to the Management Partnership, only those Shares owned by Management Partnership shall be taken into consideration in computing the Tagged-Shares of Management Partnership (i.e. the number of Shares owned by Management Partnership to be multiplied by the Tag-Quota) which are "Vested Shares".

Following a proper Tag-Decision, Investa Holding and/or IPE shall procure that the Tag-Purchaser acquires within twenty (20) Business Days following receipt of the Tag-Decision by Investa Holding and/or IPE the Tagged-Shares on terms not less favourable than the Tag-Transfer-Terms and the terms and conditions pursuant to which Investa Holding and/or IPE sell and transfer their Shares to the Tag-Purchaser. If a Shareholder fails to serve a timely Tag-Decision, it can no longer demand the sale and transfer of any of its Shares to the Tag-Purchaser.

If Mr. Rittweger is no longer entitled to nominate the Board Members on behalf of Investa Holding and/or IPE, the Investor (but not the other Shareholders) shall, following a Tag-Notice, be entitled to demand the sale and transfer of all (but not only the Tagged-Shares) of its Shares held in the Company to the Tag Purchaser, the previous paragraph applies mutatis mutandis. Mr. Rittweger undertakes to the Investor to notify the Investor promptly should he no longer be entitled to nominate the board members on behalf of Investa Holding and/or IPE.

The Shareholders hereby irrevocably waive, as far as permitted by law, all rights of Pre Emption, rights of veto and analogous rights under the present Articles and any other agreement entered into from time to time between the Shareholders in relation to any sale and transfer of Shares.

**Art. 8. Drag-Along.** If Investa Holding, Mr. Rittweger and/or IPE desire to dispose of the Investa Preferred Shares, resulting in one or more third parties holding Shares representing in excess of fifty per cent (50%) of the Shares (including Shares created by way of conversion, but excluding for the avoidance of doubt the Shares dragged under this Article 8), then in issue ("Disposal"), but not during an Exit process triggered by the respective Exit notices pursuant to Article 9.1, Investa Holding and IPE shall be entitled to require the remaining Shareholders to sell all (and not only a pro rata portion) of their Shares (including the Investor's Securities), provided that the Investor and the Co-Investors collectively receive as a result of the Disposal the following proceeds (gross proceeds, before tax and costs, including cash proceeds received collectively by the Investor and the Co-Investors prior to the Disposal):

1) proceeds in an amount that is at least the greater of:

(a) three hundred twenty-eight million euro (EUR 328,000,000.-); and

(b) the sum of the principal amount of the Preferred Investment Shares and accrued interest on the Preferred Investment Shares at the time of the Disposal, provided that no more than fifteen per cent (15%) of the proceeds resulting from the Disposal are received in non-cash consideration, such non-cash consideration, if any, is in the form of marketable securities and the Investor's ratio of non-cash to cash proceeds (including proceeds received by the Investor prior to the Disposal) is no more than that received by any other Shareholder; or

2) proceeds in an amount that is at least the greater of:

(a) four hundred ninety-two million euro (EUR 492,000,000.-); and

(b) the sum of the principal amount of the Preferred Investment Shares and the amount of the accrued interest on the Preferred Investment Shares at the time of the Disposal, provided that no more than thirty per cent (30%) of the Investor's proceeds are received in non-cash consideration and such non-cash consideration, if any, is in the form of regularly marketable securities representing less than five per cent (5%) of the pro forma public market equity capitalisation of the issuer of such securities and the Investor's ratio of non-cash to cash proceeds (including proceeds received prior to the Disposal) is no more than that received by any other Shareholder.

In case of a Disposal, Investa Holding and IPE shall without undue delay serve a written notice to the remaining Shareholders setting out the number of Shares which Investa Holding and IPE intend to sell or tender, the price per Share in any material term or condition applying to such intended sale, transfer or tender constituting the Disposal (collectively the "Drag-Transfer-Terms" and the notice the "Drag Notice").

Within a period of twenty (20) Business Days following receipt of the Drag-Notice, the remaining Shareholders shall be required to tender or enter into a sale and transfer agreement with Investa Holding and IPE or, as Investa Holding and IPE may direct, the third party purchaser in relation to all the Securities held by the other Shareholders at that time ("Dragged Shares"), provided, however, that:

1) Investa Holding and IPE finally tender or sell and transfer their Shares specified in the Drag-Notice; and

2) a sale and transfer of the Dragged-Shares occurs on terms not less favourable than the terms set out in the Drag-Notice which must not be less favourable than these applying to Investa Holding and IPE in the Disposal and the remaining Shareholders shall pro rata grant the good faith representations or other indemnities as Investa Holding and IPE negotiate with the third party buyer.

Subject to Luxembourg law, the Shareholders hereby irrevocably waive all rights of Pre Emption, rights of veto and analogous rights under the present Articles and any other agreement entered into from time to time between the Shareholders in relation to any sale and transfer of Shares or other Exit.



## **Art. 9. Exit.**

### **9.1. First Offer**

Upon the fifth (5<sup>th</sup>) anniversary of the Initial Closing, the Investor shall be permitted to notify the Company and Investa Holding of its intent to commence an Exit (other than a listing) by way of a written notice (the "Exit Notice").

Upon receipt of an Exit Notice Investa Holding, IPE and Mr. Rittweger shall be entitled to submit an offer to acquire all Shares outstanding at that time for an all cash consideration ("First Offer" and the implied enterprise value of the Group the "First Offer Value") and to serve a written notice of such offer, setting out all material terms and conditions to the Investor within ninety (90) days upon receipt of the Exit Notice ("Offer Notice").

In case of receipt of an Offer Notice, the Investor shall be entitled to accept the First Offer within thirty (30) days of receipt of the Offer Notice or initiate an Exit (other than a listing). If such Exit results, within one hundred eighty (180) days of receipt of the Offer Notice, in a bona fide offer by a third party to acquire all Shares for an all cash consideration ("Triggered Offer") implying an enterprise value of the Group in excess of the First Offer Value, the Investor shall be entitled to require all other Shareholders to accept the Triggered Offer. If no Triggered Offer is submitted within one hundred eighty (180) days of receipt of the Offer Notice the Investor shall be barred from serving another Exit Notice for three hundred sixty (360) days following receipt of the previous Exit Notice.

Within 10 days after the later to occur of:

- 1) no First Offer is received within the period set out in the second paragraph above; or
- 2) the Investor does not accept the First Offer received,

Investa Holding and Investor shall jointly instruct a reputable investment bank of international standing ("bulge bracket") to initiate and manage a process to sell the Group to a third party which is not an Affiliate of any of the Shareholders. If the two Shareholders fail to agree on such an investment bank then each shall be entitled to appoint one investment bank meeting these criteria and if more than one such investment bank is nominated within another 10 days the investments banks nominated shall jointly manage the sale process. In the event of a disagreement between such investment banks on the selection of the buyer, the Investor shall select the highest offer among the bids presented by the investment banks.

Upon receipt of an Exit Notice a Shareholder may no longer exercise or consummate its Pre Emption right pursuant to Article 10.

### **9.2. Forced Exit**

Following the sixth (6th) anniversary of the Initial Closing, the Investor shall be entitled to require all other Shareholders at that time to take all reasonable steps necessary to implement an Exit (other than a listing), including to accept an offer submitted by any bona fide third party which is not an Affiliate of the Investor or the funds managed by Abry (or any of its Affiliates or legal successors) to acquire the Shares and Share Equivalents or all or materially all of its assets, either in the form of all or materially all of the Shares and Share Equivalents in or the assets of the Group Companies by serving a written notice to Company and the other Shareholders ("Forced Exit Notice") provided that (but notwithstanding the subsequent distribution of the proceeds according to the waterfall set out in Article 5.8 (Distributions to Shareholders) which shall also apply to an Exit under this Article 9) (i) the price per Share and Share Equivalents of the Company received by the Investor (or any of its Affiliates) is not greater (including any non cash components) than the price per Share and Share Equivalents received by any other Shareholder or, to the extent the Company's assets are being sold and transferred, the consideration of the Investor (or any of its Affiliates) is not greater than the pro rata consideration of any other Shareholders (ii) the other Shareholders ratio of non-cash to cash proceeds implied by the offer submitted does not exceed the ratio to be received by the Investor (iii) provided further, that any non-cash consideration is in the form of readily marketable securities and (iv) that the Investor discloses any and all arrangements in agreed form with the bona fide third party in relation to such sale and transfer pertaining to a direct or indirect consideration of the Investor/its Affiliates received by such bona fide third party prior to entering into any underlying agreement with the bona fide third party. The Investor shall, after due consultation with Investa Holding and IPE, appoint a reputable and independent investment bank of international standing to manage the Exit on behalf of and at the expense of the respective seller and request from the management of the Group Companies the information and other support needed for the Exit. If Investa Holding disagrees with the appointment of such investment bank Investa Holding may also nominate an investment bank meeting these criteria no later than 10 (ten) Business Days after it was informed by Investor of the appointment of the investment bank and the investment banks nominated shall jointly manage the Exit process. In the event of a disagreement between the investments banks pursuant to the present article on the selection of the buyer, the Investor shall select the highest offer among the bids presented by the investment banks. Article 9.1 (First Offer) and Article 10 (Pre-Emption Rights) shall not apply to the Exit pursuant to this Article 9.2.

**Art. 10. Pre-emption Rights.** If any Shareholder (the "Proposed Transferor(s)") desires (whether through a single transaction or a series of related transactions) to transfer any amount of their Shares (a "Pre-Emption Transfer"), the Proposed Transferor must give notice in writing (a "Pre-Emption Notice") to the Company (as agent for and on behalf of each Shareholder other than the Investor and the Proposed Transferor(s)) (each Shareholder apart from the Investor and the Proposed Transferor being an "Eligible Shareholder") setting out:

- 1) the number of Shares (the "Pre-Emption Shares") that the Proposed Transferor(s) wish(es) to transfer pursuant to the Pre Emption Transfer;

2) the identity of the person(s) to whom it is proposed that the Pre-Emption Shares are transferred (the "Proposed Transferee");

3) the price per Pre-Emption Share (the "Pre-Emption Price") and any other terms (the "Pre-Emption Terms") on which the Proposed Transferor(s) propose(s) to transfer the Pre-Emption Shares.

Within five (5) Business Days of receipt by the Company of a Pre-Emption Notice, the Company shall send each Eligible Shareholder a copy of the Pre-Emption Notice, together with a statement of its Pre-Emption Proportion of the Pre-Emption Shares.

Within ten (10) Business Days of the date of the Pre-Emption Notice (or such other date and time as is agreed between the Proposed Transferor(s) and the Eligible Shareholder(s)) (the "Pre-Emption Offer Closing Date"), any Eligible Shareholder (a "Pre-Emption Offeror") may by notice in writing to the Company and copied to the Proposed Transferor(s) (the "Pre-Emption Offer") offer to acquire:

- 1) all of its Pre-Emption Proportion of the Pre-Emption Shares; and
- 2) all of the Pre-Emption Shares for which Pre-Emption Offers are not made by other Eligible Shareholders; and/or
- 3) all of the Pre-Emption Shares in relation to which Pre-Emption Offers made by other Eligible Shareholders are rejected by the Proposed Transferor(s),  
(together, the "Excess Pre-Emption Shares").

Once made, a Pre-Emption Offer shall be irrevocable and binding and shall be accepted or rejected by the Proposed Transferor(s) as set forth below.

If a Shareholder fails to submit a Pre-Emption Offer by the Pre-Emption Offer Closing Date, such Eligible Shareholder shall be deemed to have declined to make a Pre-Emption Offer and shall have no further rights under this Article 10 in relation to the Pre-Emption Shares.

If Pre-Emption Offers are received for a number of Shares in excess of the total number of Pre-Emption Shares, each Pre-Emption Offeror who offered to buy Excess Pre-Emption Shares shall be deemed for all purposes to have offered to buy its Excess Pre-Emption Shares Proportion of the Excess Pre-Emption Shares.

Within five (5) Business Days of the Pre-Emption Offer Closing Date, the Proposed Transferor(s) must inform the Company in writing whether they accept or reject each Pre-Emption Offer. As soon as reasonably practicable thereafter, the Company shall:

- 1) give notice in writing to each Pre-Emption Offeror whose Pre-Emption Offer has been rejected of that fact (a "Rejection Notice"); and
- 2) give notice in writing (an "Acceptance Notice") to each Pre-Emption Offeror whose Pre-Emption Offer has been accepted (an "Accepted Offeror") of the number of Pre-Emption Shares it is obliged to acquire.

Each Acceptance Notice shall state:

- 1) a date, place and time (the "Pre-Emption Completion Date") between ten (10) and fifteen (15) Business Days after the Pre-Emption Offer Closing Date (or such other date, place and time as the Proposed Transferor(s) and the Accepted Offeror(s) may agree), on which the sale and purchase of the relevant Pre-Emption Shares is to be completed; and
- 2) the Proposed Transferor(s) from whom the Accepted Offeror shall acquire the relevant Pre-Emption Shares.

On or before the Pre-Emption Completion Date, the Proposed Transferor(s) shall transfer the legal and beneficial title to the relevant Pre-Emption Shares to the relevant Accepted Offeror with full title guarantee and free from all encumbrances by delivering to the Company:

- 1) the relevant Share certificate(s) (if any) (or an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the directors); and
- 2) a duly executed sale and transfer agreement pursuant to which the Proposed Transferor will provide representations and warranties with respect to its title to, and ownership of, the relevant Pre-Emption Shares and will transfer on the Pre-Emption Completion Date the legal and beneficial title to its relevant Pre-Emption Shares to the relevant Accepted Offeror free from all Encumbrances and with full title guarantee,

against payment of the aggregate Pre-Emption Price due to it/them from the relevant Accepted Offeror on the Pre-Emption Completion Date.

The Company's receipt of the aggregate Pre-Emption Price due from each Accepted Offeror in respect of the relevant Pre-Emption Shares shall be a good discharge to the relevant Accepted Offeror. Upon satisfaction of the relevant Proposed Transferor's obligations under this article 10 and receipt by the Company of the aggregate Pre-Emption Price due from each Accepted Offeror in respect of the relevant Pre-Emption Shares, the Board of Managers shall authorise registration of the relevant transfer.

If by the Pre-Emption Completion Date, an Accepted Offeror fails to pay (or procure the payment of) the aggregate Pre-Emption Price in respect of the relevant Pre-Emption Shares pursuant to this Article (a "Defaulting Accepted Offeror"), the Proposed Transferor(s) shall (without prejudice to any other rights which it/they may have against that Defaulting Accepted Offeror) be entitled to transfer the legal and beneficial title to such Pre-Emption Shares in accordance with this Article, as if the relevant Eligible Shareholder had failed to submit a Pre-Emption Offer in relation to the relevant

Pre-Emption Shares, and the Defaulting Accepted Offeror shall have no claim for damages or compensation (or otherwise) against the Proposed Transferor(s) in respect of such Pre-Emption Shares.

If, by the Pre-Emption Completion Date, a Proposed Transferor fails to comply with its obligations under this Article (a "Defaulting Proposed Transferor"), the Board of Managers may authorise any board member to execute, complete and deliver as agent for and on behalf of that Defaulting Proposed Transferor each of the documents referred to in this Article.

Any Defaulting Proposed Transferor shall surrender its Share certificate(s) (if any) relating to the relevant Pre-Emption Shares (the "Defaulting Proposed Transferor's Shares") (or provide an indemnity in respect thereof in a form satisfactory to the Board of Managers) to the Company. On, but not before, such surrender or provision, the Defaulting Proposed Transferor shall be entitled to the aggregate Pre-Emption Price due to it for the relevant Pre-Emption Shares transferred on its/their behalf, without interest. Payment to the Defaulting Proposed Transferor shall be made in such manner as is agreed between the Company and the Defaulting Proposed Transferor and in the absence of such agreement, by cheque to the relevant Defaulting Proposed Transferor's last known address. Receipt of the aggregate Pre-Emption Price for the Pre-Emption Shares so transferred shall constitute an implied warranty from the Defaulting Proposed Transferor in favour of the relevant Accepted Offeror that the legal and beneficial title to the relevant Pre-Emption Shares was transferred to the relevant Accepted Offeror free from all encumbrances and with full title.

The Shareholders acknowledge and agree that the authority conferred under this Article is necessary as security for the performance by the Proposed Transferor(s) of their obligations under this Article.

The Proposed Transferor(s) may, within the six (6) months following the Pre-Emption Offer Closing Date, transfer the legal and beneficial title to:

- 1) those Pre-Emption Shares for which Pre-Emption Offers were not received by the Pre-Emption Offer Closing Date; and
- 2) those Pre-Emption Shares for which Pre-Emption Offers are deemed not to have been received under this article, to any person and on any terms, without following the Pre-Emption procedure set out in this article.

If the Proposed Transferor(s) reject any Pre-Emption Offer in accordance with this article, the Proposed Transferor(s) may, within the six (6) months following the relevant Pre-Emption Offer Closing Date, transfer the legal and beneficial title to the relevant Pre-Emption Shares to which the Rejection Notice relates, to any person and on any terms, save that the transfer shall be at no less than the Pre-Emption Price for the relevant Pre-Emption Shares (taking into account for these purposes any non cash consideration to be received by the relevant Proposed Transferor(s) in connection with such transfer).

Whilst the relevant Pre-Emption Shares are the subject of a Pre-Emption Offer, such Pre-Emption Shares may not be disposed of otherwise than in accordance with this article 10 without the consent of Investa Holding.

Permitted transfers of Shares and Share Equivalents by a Shareholder to an Affiliate of such Shareholder shall not be subject to the Pre-Emption right set out in this Article 10 provided that the transfer documentation governing such transfer contains arrangements pursuant to which:

- 1) the so transferred Shares and Share Equivalents are automatically retransferred to the transferring Shareholder if the acquiring Affiliate ceases to be an Affiliate of the transferring Shareholder;
- 2) the acquiring Affiliate adheres to any agreement in relation to the Company entered into, from time to time, between the Shareholders; and
- 3) the transferring Shareholder remains fully liable vis-à-vis all other Shareholders for all obligation undertaken by it pursuant to any agreement entered into, from time to time, between the Shareholders.

### Chapter III. - Management

**Art. 11. Composition and Powers.** The Company shall be managed by a Board of Managers composed of up to six (6) board members.

The managers are appointed by the general meeting of Shareholders who sets the term of their office. The Investor is entitled to nominate two (2) board members and Mr. Rittweger is entitled to nominate four (4) board members.

The Investor together with Mr. Rittweger may jointly suggest for appointment to the general meeting of Shareholders up to two (2) independent managers as board members. In such a case, the general meeting of Shareholders may resolve upon an increase of the number of managers without exceeding eight (8) members.

The Board of Managers is composed of A managers and B managers, the A managers being the non Luxembourg resident board members nominated by the Investor or by Mr. Rittweger or by both of them and the B managers the Luxembourg resident board members nominated by the Investor or by Mr. Rittweger or by both of them.

For the avoidance of doubt, the terms "nominate" as used in this section and those Articles shall mean the right for such person to suggest one or more candidate(s) for appointment by the general meeting of shareholders as member(s) of the Board of Managers.

The Shareholder who nominated a member of the Board of Managers shall be entitled to suggest to the general meeting to dismiss or suspend such board member at any time and for any reason and with or without notice. A board member may resign on one (1) month's notice in writing to the Chairman.

As long as Mr. Rittweger, Investa Holding and/or IPE are Shareholders in the Company, Mr. Rittweger shall be entitled to propose the chairman of the Board of Managers to be elected by the Board of Managers.

The Company will be bound in all circumstances by the joint signatures of one A Manager and one B Manager or the signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Managers.

The Board of Managers may grant special powers by authentic power of attorney or power of attorney by private instrument.

**Art. 12. Specific Matters.** The following matters shall not be carried out without the prior approval of the Board of Managers including the approval of the board members appointed by the Investor, however the matters for which the law requires a decision of the general meeting of shareholders will, only be validly and conclusively, be taken by the general meeting of shareholders:

1. Corporate Matters

1.1. Alteration of constitutional documents, such as the Articles of the Company or any other Group Companies unless such amendment does not have an economic or governance impact on the relevant Group Company (e.g. change of legal name; amendment of powers of representation et al) and does not have a disproportionate legal or economic effect on Investor.

1.2. Variation of the share capital, allotment or issuance of (i) any equity securities in any Group Company, (ii) any equity securities in the Company senior or pari passu to the Preferred Shares or granting of options or rights to call for the issuance of (y) any equity securities in any of the Group Companies, (z) any equity securities in the Company senior or pari passu to the Preferred Shares to any person or variation of the rights of any equity securities in any of the Group Companies, Securities or Shares Equivalents.

1.3. Payment or declaration of any dividend or other distribution (Gewinnausschüttung) out of distributable profits other than to another Group Companies or executing any share buy-backs in the Company or in any other Group Company or any conversion or acquisition of CPECs.

1.4. Entering into any enterprise agreements ("Unternehmensverträge") within the meaning of Sections 291 et seq. German Stock Corporation Act ("AktG") or any equivalent agreement with any company other than another Group Companies under the laws of any jurisdiction.

1.5. Delegation of any powers of the Board of Managers to a committee.

1.6. Passing of any resolution or taking any other steps to place any of the Company or any other Group Companies or other entity in which it holds an interest in voluntary liquidation or any analogous proceedings unless required by applicable laws.

1.7. Any acquisition of any interest in securities in or of any company, enterprise or other legal entity and any acquisition of any assets by any of the Company or another Group Companies and any merger of any of the Company or any other Group Companies into any company, enterprise or other legal entity in excess of fifty million euro (EUR 50,000,000.-) of consideration cumulatively for the entire Group from the date of the Initial Closing. The threshold increases to (i) seventy-five million euro (EUR 75,000,000.-) of consideration cumulatively for the entire Group from the date of Initial Closing if the Company on a consolidated basis exceeds at last three months annualized recurring ("LQA") EBITDA of sixty million euro (EUR 60,000,000.-) and (ii) one hundred fifty million euro (EUR 150,000,000.-) of consideration cumulatively for the entire Group from the date of Initial Closing if the Company exceeds a recurring LQA EBITDA of eighty million euro (EUR 80,000,000.-).

1.8. Entering into any demerger transaction or participate in any other transformation law measures by the Company or any other Group Company under the German Merger Act (Umwandlungsgesetz) or similar laws of other jurisdictions.

1.9. Disposal of, agreement on a disposal of, or encumbrance or agreement of an encumbrance of any asset (including stocks, equity securities or debt instruments) of any of the Company or any other Group Companies, involving a consideration, expenditure or liabilities in excess of twenty-five million euro (EUR 25,000,000.-) cumulatively for the entire Group from the date of the Initial Closing unless the Company on a consolidated basis exceeds a recurring LQA EBITDA of at least eighty million euro (EUR 80,000,000.-) in which case such amount shall increase to fifty million euro (EUR 50,000,000.-) cumulatively for the entire Group from the date of the Initial Closing.

1.10. Disposal of any interest in any securities in or of any of the Group Companies to any other person other than a Group Company.

1.11. Initial public offerings of shares in the Company (after transformation in a corporate form allowing for the public trading of shares) or any Group Company fulfilling the conditions as determined between the Shareholders.

1.12. Entering into an equity joint venture by the Company or any other Group Companies with any other person other than a Group Company.

2. Related Party Transactions

Making, amending or terminating of any business transaction or arrangement or giving any consent to making, amending or terminating a business transaction or arrangement (a) with a shareholder; (b) with an Affiliate of a Shareholder; or (c) with an entity in which a Shareholder or its Affiliate has a controlling interest in each case unless made, amended or

terminated in the ordinary course of business, at arms' length terms, pre-agreed in the business plan and for a value of less than five hundred thousand (EUR 500,000.-) p.a. cumulatively.

### 3. Financial and Accounting Matters

3.1. Adoption of new accounting policies or practices or making of material changes to any of its accounting policies and practices or change of its financial year, except as required by law or to comply with a new accounting standard.

3.2. Incurrence of any financial liability vis-à-vis any bank or other external financing provider, including any indebtedness, indebtedness-like obligations and the issuance of debt instruments to third parties, after which the aggregate amount of the Group's indebtedness and similar obligations would exceed 7.0x recurring LQA EBITDA for the most recent fiscal quarter (including the annualized impact of any customer contracts that have been signed that are not fully included in annualized recurring EBITDA) and the incurrence of financial debt which is not on prevailing market terms.

### 4. Business Matters

Making any capital expenditures or any investments outside the European Union or Turkey by the Company or any of the Group Companies, it being understood that IPE, Investa Holding and Mr. Rittweger shall, to the extent a business opportunity outside the European Union or Turkey arises and is turned down by the Board of Managers, be entitled to pursue such business opportunity either alone or collectively (incl. with any other third party outside the Group).

### 5. Employment Matters

Making a material variation to a provision of the service agreement between Mr. Rupprecht Rittweger and the Company or any Group Company. Appointment or revoking the CEO of the Company and the terms and conditions of the service agreement with such CEO.

### 6. Other Matters

Making a variation to, or waiver of a provision of or right under, any document entered into to effect the acquisition of shares in the Group Companies or exercising any rights of a buyer as provided for by such documents.

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** The Board of Managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

In dealings with third parties, the Board of Managers has the most extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the company's purpose.

The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company unless the board members unanimously decide to hold the meeting at some other place in Luxembourg or abroad. All meetings shall be held in English unless the board members unanimously resolve otherwise in individual cases.

The Board of Managers shall meet at least once every quarter upon call by the chairman or any other member authorized by the chairman. The chairman shall preside at all meetings of the Board of Managers, but in his absence, any board member may chair the meetings upon authorization of the chairman and in the absence of the chairman or such authorised board member, one board member appointed by the Investor together with one board member appointed by Mr. Rittweger may chair the meetings.

Each board member may demand that a meeting be called. Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to the managers seven (7) days at least in advance of the date foreseen for the meeting, indicating the place, date, time and agenda except in case of emergency duly justified in all resolutions passed by Board of Managers at that meeting, in which case the notice can be reduced to three (3) days. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers.

Experts and other persons may be invited by the chairman, or by any board members authorized by the chairman, to participate in a meeting.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least five (5) board members are present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Unless otherwise provided by any agreement entered into between the Shareholders from time to time and save for those matters or actions reserved by law to the Board of Managers or general meeting of shareholders of the Company those matters set out in article 12 shall not be carried out by the Company without the prior approval of the Board of Managers including the approval of the board members appointed by the Investor.

The Board of Managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 14. Minutes of the board meetings.** The minutes of any meeting of the Board of Managers shall set out the place and the date of the meeting, the participants, the items of the agenda and the essential content of the resolutions of the Board of Managers and shall be signed by the chairman or, in his absence, by any other member to whom the chairman delegates this task. A copy of the minutes shall be sent to each board member.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or any other member to whom the chairman delegates this task.

**Art. 15. Liability of the board members.** The managers do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

#### Chapter IV. - Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

**Art. 16. Collective decisions.** Each Shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of Shares which he owns. Each Shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents Shares.

Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the Articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of Shareholders (ii) representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Any other collective decisions require the approval given by the shareholders representing more than half of the share capital. Unless otherwise provided for in the Articles, if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

The specific matters listed in article 12 shall not be submitted for approval to the shareholders' meeting unless required by mandatory applicable law. In this case resolutions of the shareholders' meeting shall require a majority of 75 per cent. of the votes cast.

#### Chapter V. - Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

**Art. 17. Financial Year.** The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

**Art. 18. Annual Accounts.** Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 19. Allocation to the legal reserve.** Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the Share capital. The balance may be freely used by the Shareholders.

#### Chapter VI. - Dissolution - Liquidation - General provision

**Art. 20. Dissolution - Liquidation.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be Shareholders, and which are appointed by the general meeting of Shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in accordance with the terms of article 5.8.

**Art. 21. Definitions.** For the purpose of these Articles:

"Affiliate" or "Affiliates" means, with respect to any Person, any other Person that, directly or indirectly, Controls, is Controlled by, or is under common Control with such first Person or any other Person who holds directly or indirectly more than twenty percent (20%) economic interest in such first Person or in whom such first Person holds directly or indirectly or has a contractual right to acquire more than a twenty percent (20%) economic interest.

"Abry" means Lux e-shelter, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with a share capital of EUR 57,500, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 162692, or as the context may require, eshelter Holdings, LLC, a company incorporated under the laws of the State of Delaware United States of America, having its registered office at c/o Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, 198, or any affiliate or successor as the context may require from time to time.

"Articles" means the articles of association of the Company as amended from time to time.

"Board of Managers" means the board of managers of the Company as composed from time to time.

“Business Day” shall mean any day on which banks in the Grand Duchy of Luxembourg, New York, USA and Frankfurt, Germany, are generally open to business and which is neither a Saturday nor a Sunday.

“CEO” shall mean Mr. Rittweger or any of his successors.

“Co-Investors” means investors, which, on exercise of the option by Mr. Rittweger to allocate Preferred Investment Shares for a certain amount on the same economic terms as Topco to investors of his choice, become shareholders of the Company by acquisition of such Preferred Investment Shares from Abry.

“Company” has the meaning provided in Article 1.

“Control”, “Controlling” and “Controlled” mean in respect of a Person, the power to manage or govern such Person, or to appoint the managing and governing bodies of such Person, or a majority of the members thereof if they decide collectively, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise (in such respect, a limited partnership shall be deemed to be Controlled by its general partner).

“Conversion Rate” shall have the meaning as defined in the second paragraph of Article 5.5.

“CPECs” means convertible preferred equity certificates issued by the Company from time to time.

“Deferred Tax Indemnity Amount”: has the meaning as mentioned in any share purchase agreement which may be entered into from time to time.

“Effective Date Income Tax Provision”: means an amount of one million three hundred eighty thousand five hundred forty-two euro (EUR 1,380,542) which is the total of the income related taxes.

“Event of Default” means any event defined as such in an agreement which may be entered into, from time to time, between the Shareholders, if any.

“Existing Shareholders” means each person actually holding shares in the Company from time to time.

“Exit” means the sale or other transfer of all or substantially all Shares in the Company or of all of its assets to a third party, any public offering, a recapitalization or a liquidation of the Company (other than in the event of an insolvency).

“Final Closing” means the day when Management Equity Injection has been provided pursuant to any agreement entered into, from time to time, between the Shareholders, if any.

“Group” or “Group Company” or “Group Companies” means the Company and any of its direct and indirect subsidiaries.

“IPE” means Investa Projektentwicklungs-und Verwaltungsgesellschaft mbH, having its registered office at Vilshofener Strasse 8, 81679 Munich, Germany.

“Initial Closing” means the initial completion of the investment into the shelter companies, i.e. on 28 November 2011.

“Investa Holding” means Investa Holding GmbH, a Gesellschaft mit beschränkter Haftung having its registered office at Mergenthalerallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany.

“Investa Share Investment” means the Ordinary Shares or Class B Preferred Shares funded by Mr. Rittweger, IPE and Investa Holding.

“Investa Preferred Shares” means each of the Ordinary Shares and the Class B Preferred Shares funded by Mr. Rittweger, IPE and Investa Holding.

“Investor” or “Topco” means Lux e-shelter S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of fifty-seven thousand five hundred euro (EUR 57,500.-), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, the registration with the Luxembourg trade and companies’ register being still pending.

“Investor Pari Passu Shares” means the 69,300,000 Class B Preferred Shares held by Topco

“Investor Pari Passu Investment” shall mean EUR 7,000,000.

“Management Equity Injection” means the equity injection made into the Company as consideration for the Management Participation.

“Management Participation” means pursuant to the management incentive plan for the Group’s management, the equity participation held by the management in the Company entitling them to receive a return of up to fifteen per cent (15%) on such equity participation.

“Management Partnership” means the management partnership through which Mr. Rittweger and certain managers, as determined by Mr. Rittweger, hold, from time to time, Ordinary Shares.

“Mr. Rittweger” means Mr. Rupprecht Rittweger, born on 15 June 1970, in Munich, Germany, professionally residing at Mergenthaler Allee 79-81, 65760 Eschborn, Germany.

“Ordinary Shares” means the ordinary shares which are issued, from time to time, by the Company.

“Pelham 1 Seller” means E/Shelter L.P., 10-13 Centre Road, Wilmington 19805, USA, registered with the Delaware Division of Corporation under registration number 3225276.

“Person” means any individual, partnership, a corporation, a limited liability company, an association, a joint stock company, a trust, a joint venture, an unincorporated organisation and a governmental entity or any department, agency or political subdivision.

“Preferred Dividend / Interest” means the fourteen percent (14%) p.a. return in form of dividends or interest which shall be paid to the Preferred Investment Shares collectively and the Investa Preferred Shares collectively.

“Preferred Investor” means Abry, Pelham 1 Seller and any of its successors and the Co-Investors.

“Preferred Investment” means the nominal amount/par value of the Ordinary Shares, Class A Preferred Shares, Class B Preferred Shares and/or CPECs funded by Abry and the other Preferred Investor.

“Preferred Investment Shares” means each of the Ordinary Shares, Class A Preferred Shares and/or CPECs funded by Abry and the other Preferred Investor.

“Preferred Shares” means the Class A Preferred Shares and the Class B Preferred Shares which are issued, from time to time, by the Company.

“Proceeds” means any dividend payments or interest payments or capital repayments perform by the Company or any other proceeds (including payments in kind) a Shareholder receives from the Exit.

“Security” or “Securities” means all Class A Preferred Shares, all Class B Preferred Shares, all Ordinary Shares and all CPECs which may be issued by the Company from time to time.

“Shareholder” or “Shareholders” means the holders, from time to time, of the Shares issued by the Company.

“Shares” means any and all the Ordinary Shares and Preferred Shares issued by the Company from time to time.

“Transaction Equity Value” means the post-money equity value of the Group as more specifically defined in an agreement relating to the Company entered into from time to time between the shareholders.

“Transfer” shall mean any transaction, whether voluntary or involuntary or by operation of law, resulting in a transfer of the ownership, “nue-propriété”, “usufruit” or any rights of the Shares issued by the Company (including any voting rights or dividend rights), to a Shareholder of the Company or not, by any means whatsoever (including, without limitation, gifts, partial contributions of assets (“apports partiels d’actifs”), mergers, splits (“scissions”), sales, assignments, pledges or any other form of transfer, conveyance or disposition of any legal or beneficial interest in the Shares, as well as any combination of such methods of transfer of ownership.

**Art. 22. General Provision.** All matters not governed by these Articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the above appearing member, this deed is worded in English, followed by a German version; upon request of the same appearing member and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he/she signed together with the notary this deed.

There being no further business, the meeting is closed at 1.10 p.m.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung:**

IM JAHR ZWEITAUSENDELf, DEN ACHTUNDZWANZIGSTEN NOVEMBER.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg,

wurde eine außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter Lux e-shelter, eine Gesellschaft gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Sektion B Nummer 162738, gegründet am 3. August 2011 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Joseph Elvinger mit Amtssitz in Luxemburg, die im Memorial C, Recueil des Sociétés et Association unter Nummer 2364 am 4. Oktober 2011 veröffentlicht wurde,

Die Gesellschafterversammlung wird um elf Uhr (11.00) mit Frau Caroline Streiff als Vorsitzendem eröffnet, der als Sekretär Herrn Sébastien Gaddini und Frau Lauren Harris, wohnhaft in Luxemburg als Stimmzähler ernannt

Das Büro der Hauptversammlung ist damit bestellt und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar, Folgendes zu beurkunden:

I. Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt ist:

#### *Tagesordnung*

1. Gründung von neuen Anteilklassen, Herabsetzung des Nennwerts der Anteile von einem Euro (EUR 1,-) auf zehn Cent (0,10 EUR) durch Erhöhung der Anzahl der ausgegebenen Anteile und Umwandlung der bestehenden Anteile in Stammanteile.

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals durch einen Betrag von zweihundertachtundsechzig Millionen achthundertdreizehntausendsiebenhundertsieben Euro und zehn Cent (EUR 268.813.707,10) um es von seinem derzeitigen Betrag von zweiundfünfzigtausendfünfhundert Euro (EUR 52,500) auf einen Betrag von zweihundertachtundsechzig Millionen achthundertsechszehntausendzweihundertsieben Euro und zehn Cent (EUR 268.866.207,10) zu erhöhen, durch die Ausgabe von vierunddreißig Millionen dreihunderteinundsechzigtausendsechshundertzwanzig (34.361.620) Stammanteile mit einem Nennwert von jeweils zehn Cent (EUR 0,10), siebenhundertvierundachtzig Millionen (784.000.000) Vorzugsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von jeweils zehn Cent (EUR 0,10), eine Milliarde achthundertneunundsechzig



Millionen siebenhundertfünfundsiebzigtausendvierhunderteinundfünfzig (1.869.775.451) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils zehn Cent (EUR 0,10).

3. Änderung der Bestimmungen der Satzung wie folgt:

- (a) Einführung eines Verfahrens zur Umwandlung von gewissen Wertpapieren in Stammanteile;
- (b) Einführung eines Wasserfall-Ausschüttungsmechanismus
- (c) Einschränkungen in der Übertragung der Anteile; und
- (d) Einführung von spezifischen Geschäftsführungsregeln.

4. Vollständige Satzungsänderung.

5. Verschiedenes.

II. Dass die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter, die Vollmachtinhaber der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Gesellschaftsanteile auf einer Anwesenheitsliste erscheinen, diese Anwesenheitsliste von den anwesenden Gesellschaftern, den Vollmachtinhabern der vertretenen Aktionäre und dem Büro der Versammlung unterschrieben wurde, die sich im Anhang an die vorliegende Urkunde befindet und die gleichzeitig mit dieser bei den Registerbehörden eingereicht werden soll. Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, mit dem Vorsatz ne varietur versehen, werden ebenfalls an die vorliegende Urkunde angefügt.

III. Dass das gesamte Gesellschaftskapital bei der vorliegenden Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten ist, erklärt, dass alle vertretenen oder anwesenden Gesellschafter benachrichtigt wurden und Kenntnis hatten von der Tagesordnung vor dieser Gesellschafterversammlung, es waren keine Einberufungsschreiben notwendig.

IV. Dass auf Grundlage der beiliegenden Anwesenheitsliste, das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist, so dass die Hauptversammlung ordnungsgemäß gebildet ist und wirksam über alle Tagesordnungspunkte beschließen kann.

Die Gesellschafterversammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, hat folgende Beschlüsse gefasst:

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt verschiedene Anteilsklassen zu gründen, aufgeteilt in Stammanteile, Vorzugsanteile der Klasse A und Vorzugsanteile der Klasse B, die Anteile mit Stimmrecht sind, jedoch mit verschiedenen wirtschaftlichen Rechten, die genauer in der geänderten Version der Satzung dargelegt sind. Die Gesellschafterversammlung beschließt den Nennwert von einem Euro (EUR 1,-) auf zehn Cent (EUR 0,10) herabzusetzen, indem die Gesamtanzahl der ausgegebenen Anteile von zweiundfünfzigtausendfünfhundert (52.500) auf fünfhundertfünfundzwanzigtausend (525.000) erhöht wird.

Die Hauptversammlung beschließt die existierenden fünfhundertfünfundzwanzigtausend (525.000) Anteile die von Lux e-shelter, eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter Nummer B 162692 („Topco“), gehalten werden, in Stammanteile umzuwandeln.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Hauptversammlung beschließt das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag von zweihundertachtundsechzig Millionen achthundertdreizehntausendsiebenhundertsieben Euro und zehn Cent (EUR 268.813.707,10) von seinem derzeitigen Betrag von zweiundfünfzigtausendfünfhundert Euro (EUR 52.500) auf einen Betrag von zweihundertachtundsechzig Millionen achthundertsechszehntausendzweihundertsieben Euro und zehn Cent (EUR 268.866.207,10) zu erhöhen, durch die Ausgabe von:

- a) vierunddreißig Millionen dreihunderteinundsechzigtausendsechshundertzwanzig (34.361.620) Stammanteile mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0,10) pro Anteil;
- b) siebenhundertvierundachtzig Millionen (784.000.000) Vorzugsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0,10) pro Anteil;
- c) eine Milliarde achthundertneunundsechzig Millionen siebenhundertfünfundsiebzigtausend vierhunderteinundfünfzig (1.869.775.451) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0,10) pro Anteil;

Die vierunddreißig Millionen dreihunderteinundsechzigtausendsechshundertzwanzig (34.361.620) Stammanteile, siebenhundertvierundachtzig Millionen (784.000.000) Vorzugsanteile der Klasse A und eine Milliarde achthundertneunundsechzig Millionen siebenhundertfünfundsiebzigtausendvierhunderteinundfünfzig (1.869.775.451) Vorzugsanteile der Klasse B, die von der Gesellschaft ausgegeben werden, werden gemeinsam als „Neu Ausgegebene Anteile“ bezeichnet.

Die Neu Ausgegebenen Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

(A) Dreizehn Millionen siebenhundertfünftausenddreihundertsiebenundsiebzig (13.705.377) Stammanteile und eine Milliarde drei hundertsechszehntausend Millionen achthundertzweiunddreißigtausenddreihundertachtundneunzig (1.356.832.398) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0,10) pro Anteil

wurden von Investa Holding GmbH, mit Sitz in Mergenthalerallee, 79-81, 65760 Eschborn, eingetragen beim Handelsgericht des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter Nummer HRB 87030, für einen Gesamtpreis von einhundertsebenundvierzig Millionen dreiundfünfzigtausendsiebenhundertsiebenundsiebzig Euro und fünfzig Cent (EUR 147.053.777,50) gezeichnet, von denen einhundertsebenunddreißig Millionen dreiundfünfzigtausendsiebenhundertsiebenundsiebzig Euro

und fünfzig Cent (EUR 137.053.777,50) dem Stammkapital zugeordnet und zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000) der Kapitalrücklage zugeordnet werden.

Die gezeichneten Anteile wurden eingezahlt durch eine Sacheinlage bestehend aus:

(a) eintausendeinhundertachtundneunzig (1,198) Aktien in Datacenter Development Fund, eine société anonyme (die als Investmentgesellschaft mit variablen Stammkapital gilt – Specialised Investment Fund société d’investissement à capital variable – fonds d’investissement spécialisé) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 3, rue Réner, L-2422 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 138526 (“Investa Holding DDF Aktien”), mit einem Marktwert von achtundzwanzig Millionen neunhundertvierundfünfzigtausendeinhundertdreihundsechzig Euro und sechsundsechzig Cent (EUR 28.954.163,66).

Die Existenz und der Wert der Investa Holding DDF Aktien werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(b) sechshundertfünfundfünfzig (655) Aktien in e-shelter facility services Schweiz AG, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach Schweizer Recht, mit Sitz in Hofwiesenstraße, 8153 Rümlang (ZH), Switzerland, eingetragen beim Handelsregister des Kantons Zürich unter Nummer CH020.3.032.823-9 mit einem Marktwert von einer Million achthundertfünfundsechszehntausendfünfhundertsiebenundsechzig Euro und sechs Cent (EUR 1.815.567,06) (die “Investa Holding efs CH Aktien”).

Der Beweis von die Existenz und der Wert von einer Million achthundertfünfundsechszehntausendfünfhundertsiebenundsechzig Euro und sechs Cent (EUR 1.815.567,06) der Investa Holding efs CH Aktien werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(c) elftausendvierhundertneununddreißig (11.439) Aktien in e-shelter security GmbH, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach Deutschem Recht, mit Sitz in Eschborner Landstraße 100, 60489 Frankfurt/Main, Germany, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt/Main unter Nummer HRB 57470 mit einem Marktwert von vier Millionen vierhunderteinundzwanzigtausendfünfhundertfünfundsechzig Euro und zweiundvierzig Cent (EUR 4.421.565,42) (die “Investa Holding esec Aktien”).

Der Beweis von die Existenz und der Wert von vier Millionen vierhunderteinundzwanzigtausendfünfhundertfünfundsechzig Euro und zweiundvierzig Cent (EUR 4.421.565,42) der Investa Holding esec Aktien werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

d) zwanzigtausendvierhundertdreiundzwanzig (20.423) Aktien in e-shelter colocation GmbH, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach Deutschem Recht, mit Sitz in Eschborner Landstraße 100, 60489 Frankfurt/Main, Germany, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt/Main unter Nummer HRB 50385 mit einem Marktwert von zweiundsechzig Millionen neunhundertsechstausendzweihunderteinundvierzig Euro (EUR 62.906.241) (die “Investa Holding ecl Aktien”).

Der Beweis von die Existenz und der Wert von zweiundsechzig Millionen neunhundertsechstausendzweihunderteinundvierzig Euro (EUR 62.906.241) der Investa Holding efs Aktien werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(e) achtzehntausendfünfhunderteinundvierzig (18.541) Aktien in e-shelter facility services GmbH, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach Deutschem Recht, mit Sitz in Eschborner Landstraße 100, 60489 Frankfurt/Main, Germany, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt/Main unter Nummer HRB 77478, mit einem Marktwert von dreiundsechzig Millionen fünfhundertviertausendsechshundertvierundzwanzig Euro und achtundneunzig Cent (EUR 63.504.624,98) (die “Investa Holding efs Aktien”).

Der Beweis von die Existenz und der Wert von dreiundsechzig Millionen fünfhundertviertausendsechshundertvierundzwanzig Euro und achtundneunzig Cent (EUR 63.504.624,98) der Investa Holding efs Aktien werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(f) das Anwartschaftsrecht auf einen (1) Kommanditanteil in e-shelter Berlin GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft gegründet und bestehend nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Sitz in Mergenthalerallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt/Main unter Nummer HRA 45487 (“Berlin LP”) mit einem Marktwert von drei Millionen siebenhundertdreiundsiebzigttausendsechshundertfünfundzwanzig Euros und zwölf Cent (EUR 3.773.625,12) (die “Investa Holding Berlin LP Aktien”).

Das Anwartschaftsrecht werden mit dem gleichen Wert bewertet wie die Aktien selbst.

Der Beweis von die Existenz und der Wert des Anwartschaftsrechts von drei Millionen siebenhundertdreiundsiebzigttausendsechshundertfünfundzwanzig Euro und zwölf Cent (EUR 3.773.625,12) auf Investa Holding Berlin LP Aktien werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(B) vier Millionen zweihunderteinundsiebzigttausendzweihundertdreiundvierzig (4,271,243) Stammanteile und vierhundertzweiundzwanzig Millionen achthundertdreiundfünfzigtausenddreihundertfünfzig (422.853.053) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0.10) pro Anteil

wurden gezeichnet durch Investa Projektentwicklungs-und Verwaltungs GmbH, mit Sitz in Vilshofenerstraße 8, 81679 München eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts München unter Nummer HRB 49686 für einen Gesamtpreis von zweiundvierzig Millionen siebenhundertzweifftausendvierhundertneunundzwanzig Euro und sechzig Cent (EUR 42.712.429,60) die dem Stammkapital zugeordnet werden.

Die gezeichneten Anteile wurden eingezahlt durch eine Sacheinlage bestehend aus:

Dem Anwartschaftsrecht auf ein (1) Kommanditanteil in E/shelter GmbH & Co. KG, eine Kommanditgesellschaft bestehend und gegründet nach Deutschem Recht, mit Sitz in Mergenthalerallee 79-81, 65760 Eschborn, Germany, eingetragen im Handelsregister von Frankfurt/Main unter der Nummer HRA 45483 ("Frankfurt LP") mit einem Marktwert von zweiundvierzig Millionen neunhundertachtundsechzigtausenddreihunderteinundneunzig Euro (EUR 42.968.391) (die "Frankfurt LP Aktien").

Das Anwartschaftsrecht wurde mit dem gleichen Wert bewertet werden wie die Aktien selbst.

Der Beweis von die Existenz und der Wert des Anwartschaftsrechts auf Frankfurt LP Aktien von zweiundvierzig Millionen neunhundertachtundsechzigtausenddreihunderteinundneunzig Euro (42.968.391) werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(C) zweihundertzehntausend (210.000) Stammanteile und zwanzig Millionen siebenhundertneunzigtausend (20.790.000) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0.10) pro Anteil

wurden gezeichnet durch Herrn Rupprecht Rittweger Managing Director, geboren in München, Deutschland am 15. Juni 1970, beruflich wohnhaft in Mergenthaler Allee 79-81, 65760 Eschborn, Deutschland,

für einen Gesamtpreis von zwei Millionen einhunderttausend Euro (EUR 2.100.000) gezeichnet die dem Stammkapital zugeordnet werden.

Die gezeichneten Anteile wurden eingezahlt durch eine Sacheinlage bestehend aus:

Dem Anwartschaftsrecht auf ein (1) Kommanditanteil in E/shelter GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft bestehend und gegründet nach Deutschem Recht mit Sitz in Mergenthaler 79-81, 65760 Eschborn, Germany, eingetragen im Handelsregister von Frankfurt/Main unter der Nummer HRA 45483 ("Frankfurt LP") mit einem Marktwert von zwei Millionen zweihunderteinundneunzigtausend achthundertzweiundneunzig Euro (EUR 2.291.892) (the "Frankfurt LP Aktien").

Das Anwartschaftsrecht soll mit dem gleichen Wert bewertet werden wie die Aktien selbst.

Der Beweis von die Existenz und der Wert des Anwartschaftsrechts auf Frankfurt LP Aktien von zwei Millionen zweihunderteinundneunzigtausendachthundertzweiundneunzig Euro (EUR 2.291.892) werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(D) dreihunderttausend (300.000) Stammanteile und neunundzwanzig Millionen siebenhunderttausend (29.700.000) Vorzugsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0,10) pro Anteil

wurden gezeichnet durch E/Shelter LP, mit Sitz in 10 13 Centre Road, Wilmington, Delaware, 19805, USA, eingetragen bei der Delaware Division of Corporation unter der Nummer 3225276

für einen Gesamtpreis von drei Millionen Euro (EUR 3.000.000) die der Kapitalrücklage zugeordnet werden.

Die gezeichneten Anteile wurden eingezahlt durch eine Sacheinlage bestehend aus:

einhundertzwanzig (120) Anteilen in E/Shelter S.à r.l., eine société à responsabilité limitée bestehend und gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12,500, mit Sitz in 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 76501, mit einem Marktwert von vier Millionen fünfhundertsiebenundneunzigtausendachthundertsiebzehn Euro und dreiundvierzig Cent (EUR 4.597.817,43) (die "Pelham 1 Frankfurt Anteile").

Der Beweis von die Existenz und der Wert von vier Millionen fünfhundertsiebenundneunzigtausendachthundertsiebzehn Euro und dreiundvierzig Cent (EUR 4.597.817,43) der Pelham 1 Frankfurt Anteile werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

(E) Fünfzehn Millionen achthundertfünfundsechzigtausend (15.875.000) Stammanteile mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0.10) pro Anteil und siebenhundertvierundfünfzig Millionen dreihunderttausend (754.300.000) Vorzugsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0.10) pro Anteil und neunundsechzig Millionen dreihunderttausend (69.300.000) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0.10) pro Anteil

wurden gezeichnet durch TopCo für einen Gesamtpreis von dreiundachtzig Millionen neunhundertsiebenundvierzigtausendfünfhundert Euro (EUR 83.947.500) gezeichnet, die dem Stammkapital zugeordnet werden.

Die gezeichneten Anteile wurden einbezahlt durch eine Sacheinlage bestehend aus einer Forderung von TopCo die mit einem Gesamtbetrag von dreiundachtzig Millionen neunhundertsiebenundvierzigtausendfünfhundert Euro (EUR 83.947.500) bewertet wurde (die „Forderung“).

Der Beweis von die Existenz und der Wert der Forderung von dreiundachtzig Millionen neunhundertsiebenundvierzigtausendfünfhundert Euro (EUR 83.947.500) werden von den erscheinenden Parteien (Das Büro) anerkannt, welche sich gegenseitig darüber Gesamtquittung geben.

Die neuen Gesellschafter nehmen zusammen mit dem bestehenden Gesellschafter teil an der Abstimmung über den dritten und vierten Punkt der Tagesordnung.

### Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Satzung wie folgt abzuändern:

(a) Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt ein Umwandlungsverfahren in der Satzung vorzusehen, das die Umwandlung gewisser Wertpapiere die die Gesellschaft ausgegeben hat, in Stammanteile zu ermöglichen, wie näher in Artikel 5.5 der nachstehenden abgeänderten Satzung, vorgesehen.

(b) Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt einen Ausschüttungs-Wasserfallmechanismus vorzusehen der genauer beschrieben ist in der nachstehenden Satzung unter Artikel 5.8.

(c) Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt die Übertragungen von Stammanteilen zu begrenzen, in dem, unter anderem Tag Along und Drag Along Verfahren, Austrittsverfahren, und Vorkaufsrechte vorgesehen werden für die Gesellschafter der Gesellschaft wie genauer in den Artikeln 6,7,8,9 und 10 der abgeänderten Satzung beschrieben und wie hiernach dargestellt.

(d) Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt gewisse Geschäftsführungsregeln in die Satzung einzufügen die unter anderem die Besetzung und die Befugnisse der Geschäftsführerratsmitglieder, gewisse wichtige Angelegenheiten die eine spezifische Zustimmung des Geschäftsführerrats verlangen, regeln, wie näher in den Artikeln 11, 12, 13, 14 und 15 der abgeänderten Satzung die hierin angenommen wird, beschrieben,

#### *Vierter Beschluss*

Als eine Folge der oben genannten Beschlüsse beschließt die Gesellschafterversammlung die Satzung der Gesellschaft völlig neu zu verfassen und diese lautet nun wie folgt:

### **Kapitel I. Zweck - Dauer - Name - Sitz**

**Art. 1. Name.** Hiermit wird zwischen den jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und all denen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (société à responsabilité limitée) (nachstehend die „Gesellschaft“) mit dem Namen „Lux e-shelter 1“ gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

**Art. 2. Sitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden. Die Gesellschaft kann, durch einfachen Beschluss des Geschäftsführerrats, Zweigstellen oder Agenturen sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland eröffnen.

**Art. 3. Zweck.** Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in und ausländischen Gesellschaften, sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

**Art. 4. Dauer.** Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

### **Kapitel II. - Gesellschaftskapital - Anteile**

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

##### 5.1 Gezeichnetes Kapital

Das Gesellschaftskapital beträgt zweihundertachtundsechzig Millionen achthundertsechundsechzigtausendzweihundertsieben Euro und zehn Cent Euro (EUR 268.866.207,10) und ist in zwei Milliarden sechshundertachtundachtzig Millionen sechshundertzwei und sechzigtausendeinundsiebzig (2.688.662.071) voll eingezahlte Anteile aufgeteilt, bestehend aus:

a) Vierunddreißig Millionen achthundertsechundachtzigtausendsechshundertzwanzig (34.886.620) Stammanteile mit einem Nennwert von je zehn Cent (EUR 0,10);

b) Siebhundertvierundachtzig Millionen (784.000.000) Vorzugsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von je zehn Cent (EUR 0,10);

c) Eine Milliarde achthundertneundsechzig Millionen siebenhundertfünfundsechzigtausendvierhunderteinundfünfzig (1.869.775.451) Vorzugsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von zehn Cent (EUR 0,10).

##### 5.2 Die Stammanteile

a) Beschreibung. Alle Stammanteile sind in jeder Hinsicht identisch. Jedes Stammanteil berechtigt zu Dividenden auf einer pro-rata-Basis. Zahlungen der Gesellschaft erfolgen in Übereinstimmung mit Artikel 5.8, es sei denn, ein Steuer Ereignis tritt in Übereinstimmung mit Artikel 5.7 ein.

b) Rang. Die Stammanteile werden allen bestehenden und zukünftig ausgegebenen Vorzugsanteilen der Klasse A und Vorzugsanteilen der Klasse B der Gesellschaft untergeordnet.

c) Stimmrechte. Jedes Stammanteil wird den Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten berechtigen, bei der die Gesellschafter ein Stimmrecht haben.

#### 5.3 Vorzugsanteile der Klasse A

a) Beschreibung. Alle Vorzugsanteile der Klasse A sind in jeder Hinsicht identisch. Jedes Vorzugsanteil der Klasse A soll eine Vorzugsdividende in einer ausreichenden Höhe tragen, so dass die Gesamtrendite der Inhaber von Vorzugsanteilen der Klasse A auf alle ihre Wertpapiere (einschließlich der Wertpapiere, die von einer Konzerngesellschaft gehalten werden), mit Ausnahme der Stammanteile, vierzehn Prozent (14%) pro Jahr auf den Nennwert der relevanten Wertpapiere (d.h. Nennwert und mit Ausnahme der Kapitalrücklage, falls vorhanden) entspricht. Die Dividende wird täglich ab dem Zeitpunkt der Ausgabe auf einer Sachbasis anwachsen und gilt, für reine Berechnungs- und Bestimmungszwecke, als vierteljährlich kapitalisierend, die Berechnungsbasis der Vorzugsdividende ist durch die angewachsenen Dividenden zu erhöhen und durch die geleisteten Zahlungen auf die Vorzugsanteile der Klasse A herabzusetzen. Zahlungen aus der Gesellschaft erfolgen in Übereinstimmung mit Artikel 5.8, es sei denn, ein Steuer-Ereignis tritt in Übereinstimmung mit Artikel 5.7 ein.

Die Dividende wird ab dem sechsten Jahrestag der Vorzugsanteile der Klasse B aufhören anzuwachsen, es sei denn es ist bis zu dem Zeitpunkt ein Verzug eingetreten.

b) Rang. Die Vorzugsanteile der Klasse A (mit Ausnahme der Investor Pari Passu Anteile) gehen allen bestehenden und zukünftigen Ausgaben von Vorzugsanteilen der Klasse B und Stammanteilen vor, sind jedoch den CPECs welche von der Gesellschaft ausgegeben werden können, sowie allen anderen Verbindlichkeiten oder Ausgaben der Gesellschaft nachgeordnet.

c) Stimmrechte. Jede Vorzugsaktie der Klasse A wird den Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten berechtigen bei der die Gesellschafter ein Stimmrecht haben.

#### 5.4 Vorzugsanteile der Klasse B

a) Beschreibung. Alle Vorzugsanteile der Klasse B sind in jeder Hinsicht identisch. Jede Vorzugsaktie der Klasse B soll Vorzugsdividenden zu einem festen Zinssatz von vierzehn Prozent (14%) pro Jahr des Nennwerts der betreffenden Anteile tragen (d.h. einschließlich Nennwert und mit Ausnahme der Kapitalrücklage, falls vorhanden). Die Dividende wird täglich ab dem Zeitpunkt der Ausgabe auf einer Sachbasis anwachsen und gilt, für reine Berechnung und Bestimmungszwecke, als vierteljährlich kapitalisierend, die Berechnungsbasis der Vorzugsdividende ist durch die angewachsenen Dividenden zu erhöhen und durch die geleisteten Zahlungen auf die Vorzugsanteile der Klasse B herabzusetzen.. Zahlungen der Gesellschaft erfolgen in Übereinstimmung mit Artikel 5.8, es sei denn, ein Steuer Ereignis tritt in Übereinstimmung mit Artikel 5.7.

Die Dividende wird ab dem sechsten Jahrestag der Vorzugsanteile der Klasse B aufhören anzuwachsen, es sei denn es ist bis zu dem Zeitpunkt ein Verzug eingetreten.

b) Rang. Die Vorzugsanteile der Klasse B sind allen bestehenden und zukünftigen ausgegebenen Vorzugsanteilen der Klasse A untergeordnet und gehen jedoch allen bestehenden und zukünftigen Stammanteilen vor, und sind in jedem Fall allen anderen Verbindlichkeiten und Ausgaben der Gesellschaft untergeordnet.

c) Stimmrechte. Jedes Vorzugsanteil der Klasse B wird den Inhaber zu einer Stimme in allen Angelegenheiten berechtigen bei der die Gesellschafter ein Stimmrecht haben.

#### 5.5 Umwandelbarkeit

Die Investmentvorzugsanteile (mit Ausnahme der Stammanteile), die an Abry ausgegeben wurden, können zu jeder Zeit von Abry (in ihrer Gesamtheit jedoch nicht nur teilweise) in Stammanteile der Gesellschaft umgewandelt werden, welche bis zu siebenundvierzig Komma eins Prozent (47,1%), auf einer völlig geschwächten Basis (fully diluted basis), der zu diesem Zeitpunkt ausstehenden Stammanteile der Gesellschaft, darstellen (die „Umwandlungsanteile“). Nach der Umwandlung der Investmentvorzugsanteile durch den Investor, sollen auch die Investavorzugsanteile und alle anderen Investmentvorzugsanteile oder Vorzugsanteile von anderen verbleibenden Gesellschaftern (mit Ausnahme der Stammanteile) gleichzeitig in Stammanteile umgewandelt werden.

Der Prozentsatz und die Anzahl der Stammanteile, in die die Investmentvorzugsanteile umgewandelt werden können (die „Umwandlungsrate“), wird (1) unmittelbar nach dem Initialen Abschluss festgesetzt und, danach, (2) gegebenenfalls, auf Grund einer Vereinbarung welche ab und zu zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft getroffen wurde, neu berechnet (der „Berechnungstag“).

Die Umwandlungsrate (ausgedrückt als Prozentsatz, als das Verhältnis der Anzahl von Stammanteilen des Vorzugsinvestors, berechnet, als ob das Vorzugsinvestment am Berechnungstag umgewandelt wurde, zu allen ausstehenden Stammanteilen, ebenso berechnet am Berechnungstag auf „umgewandelter Basis“) an jedem Berechnungstag soll gleich sein mit dem gesamten Vorzugsinvestment am Berechnungstag geteilt durch die Transaction Equity Value am Berechnungstag (wie von Zeit zu Zeit von den Gesellschaftern bestimmt oder gemäß einer Vereinbarung welche von Zeit zu Zeit von den Gesellschaftern getroffen wird oder getroffen worden ist) multipliziert durch einhundert (100) (d.h. eine Umwandlungsrate von dreiundvierzig Prozent (43 %) bedeutet, dass nach der Umwandlung die Vorzugsinvestoren drei-

undvierzig Prozent (43 %) vom Eigenkapital der Gesellschaft halten werden (ohne irgendwelche anderen Kapitalerhöhungen nach dem Finalen Abschluss in Betracht zu ziehen).

Zum Zwecke der Berechnung der Umwandlungsraten vereinbaren die Gesellschafter, dass Investa Holding, IPE und Herr Rittweger die Investa Vorzugsanteile zu jeder Zeit in Stammanteile zum Verhältnis von einem (1) Stammanteil zu einem (1) Investa Vorzugsanteil umwandeln können.

#### 5.6. Vorzugszeichnungsrecht

Unter den Voraussetzungen des nachstehenden Artikels und im Falle einer Erhöhung des Stammkapitals oder der Ausgabe anderer Wertpapiere die umgewandelt werden können in Anteile der Gesellschaft oder andere Eigenkapitalinteressen der Gesellschaft (zusammen die „Anteilsäquivalente“), hat jede Person die in diesem Zeitpunkt Anteile oder Anteilsäquivalente hält (der „Existierende Gesellschafter“), das Recht unter denselben Voraussetzungen und in der Proportion neue Anteile oder Anteilsäquivalente zu zeichnen die soweit wie möglich gleich ist mit der Proportion des Nennwerts der Anteile die in diesem Zeitpunkt von dem Existierenden Gesellschafter gehalten werden, zu allen Anteilen die sofort vor der Erhöhung oder der Ausgabe gehalten wurden, diese Anzahl an Anteilen wird berechnet auf der Basis „wie umgewandelt“, d.h. dass die Anzahl der Stammanteile nach Umwandlung der Vorzugsanteile und der CPECs in Betracht gezogen werden muss. Dieses Zeichnungsrecht soll, außer im Notfall der durch die Bestehenden Gesellschafter beschlossen wurde (einschließlich der Zustimmung durch den Investor) für einen Zeitraum von mindestens elf (11) jedoch nicht länger als achtundzwanzig (28) Tage nach dem Beschluss das Stammkapital zu erhöhen oder neue Anteile oder Aktienäquivalente auszugeben, ausübbar sein. Falls neue Anteile oder Anteilsäquivalente mit einem Agio (Kapitalrücklage) ausgegeben wurden, oder in Zusammenhang mit anderen zusammenhängenden Verbindlichkeiten (einschließlich der Verbindlichkeit weitere Mittel zur Fremdkapitalfinanzierung zur Verfügung zu stellen), so sollen die gleichen Voraussetzungen zur Zeichnung neuer Anteile oder Anteilsäquivalente auch für alle Existierenden Gesellschafter gelten.

Im Falle einer Entscheidung durch den Geschäftsführerrat in Vermögenswerte oder Aktien einer Gesellschaft die keine Konzerngesellschaft ist, zu investieren, bei der die ganze oder ein Teil der Gegenleistung durch eine oder mehrere Ausgaben von Anteilen, Anteilsäquivalenten oder Schuldinstrumente erfüllt werden soll (das „Zusatzinvestment“), instruiert der Geschäftsführerrat die Existierenden Gesellschafter auf ihre Zeichnungsrechte wie im ersten Absatz dargelegt zu verzichten und den relevant neuen Gesellschafter der von dem Geschäftsführerrat als Zeichner für die Anzahl von Anteilen zu den Bedingungen wie sie von dem Geschäftsführerrat in vernünftigem Ermessen festgelegt wurden, anzunehmen, vorausgesetzt, dass die Anteile oder die Anteilsäquivalente zum Marktpreis ausgegeben werden, wie vom Geschäftsführerrat in gutem Glauben bestimmt.

Der vorstehende Absatz findet mutatis mutandis Anwendung auf eine Situation die im guten Glauben von dem Geschäftsführerrat festgelegt wird, falls die Gesellschaft ein dringendes Bedürfnis auf Funding hat um den leverage zu reduzieren, um einen bestehenden oder bevorstehenden Garantiebruch unter irgendeinem Kreditvertrag zu dem die Gesellschaft oder eine Gesellschafter der Gruppe Partei ist (die „Kreditverträge“), zu heilen, um eine bevorstehende oder bestehende Insolvenz abzuwenden, um bestehende ausstehende vertragliche oder gesetzliche Verpflichtungen zu begleichen, oder andere Liquidationsengpässe auszugleichen, es sei denn diese Liquidationsbedürfnisse können gedeckt werden durch sofort zur Verfügung stehendes Drittkapital. Diese Anweisung durch den Geschäftsführerrat benötigt die Zustimmung der Geschäftsführerratsmitglieder die von dem Investor ernannt wurden.

Die Gesellschafter sind berechtigt (und jeder Gesellschafter soll, auf Anforderung von entweder Investa Holding, IPE und/oder Herrn Rittweger für diesen Beschluss abstimmen) über die Ausgabe von Stammanteilen (durch eine oder mehrere Ausgaben) zu einem Ausgabepreis von bis zu zehn Millionen Euro (EUR 10,000,000) zu beschließen, und Drittparteien, die keine Konzerngesellschaften der Investa Holding, von Herrn Rittweger, von IPE von TopCo, von Pelhalm 1 Verkäufer oder von anderen Einzelpersonen und der Gesellschaft sind, ein Zeichnungsrecht zu gewähren, wobei kein Zeichnungsrecht von den Bestehenden Gesellschaftern gemäß dem ersten Abschnitt des vorliegenden Artikels ausgelöst wird, vorausgesetzt dass diese Wertpapiere zum Marktpreis ausgegeben, werden, der in Gutem Glauben von den Gesellschaftern festgesetzt wurde.

Herr Rittweger ist dazu berechtigt bis zu fünfzig Millionen Euro (EUR 50,000,000) in bar von Drittparteien einzuholen, die nicht zu Gesellschaften der Gruppe gehören, um seinen pro rata Anteil an jeder Ausgabe von Anteile oder Anteilsäquivalente zu finanzieren. Dieses Investment wird außerhalb der Gruppe getätigt und berührt nicht die Rechte des Investors.

#### 5.7 Liquiditätsfall/Steuerfall

Zahlungen an Gesellschafter der Gesellschaft (andere als Ausgleichszahlungen für Leistungen zu marktgerechten Bedingungen zwischen der Gesellschaft und dem Gesellschafter, mit der Zustimmung des Geschäftsführerrats, einschließlich der Geschäftsführerratsmitglieder die von dem Investor ernannt wurden oder andere Zahlungen unter Verträgen die in Zusammenhang mit dem Erwerb der Anteile getätigt wurden), sollen nur im Falle eines Austritts, im Falle eines Verzugs (der „Liquiditätsfall“) oder für den Fall, dass ein Gesellschafter Einkommenssteuer in Zusammenhang mit Gewinnen die von anderen Gesellschaften der Gruppe generiert wurden, zu zahlen hat, (der „Steuerfall“) getätigt werden.

Die Erlöse sollten gemäß Artikel 5.8 ausgeschüttet werden, wobei im Falle eines Steuerfalls, der Gesellschafter, der Steuerzahlungen zu tätigen hat, berechtigt sein soll, einen Vorschuss auf Dividendenzahlung zu erhalten. Im Falle einer solchen Vorauszahlung sollen die anderen Gesellschafter das Recht auf eine pro rata Dividendenzahlung erhalten, im Verhältnis zu den Wertpapieren die sie halten, wobei CPECs oder Vorzugsanteile in Betracht gezogen werden sollen, als

wären sie in Stammanteile umgewandelt worden. Falls die ausschüttbaren Beträge nicht ausreichend sind um alle pro rata Zahlungen durchzuführen, so richten sich diese pro rata Zahlungen nach den Vorschriften des Artikels 5.8. Diese Vorauszahlungen sollen auf zukünftige Zahlungen die im Rahmen des Wasserfalls unter Artikel 5.8 zu erhalten sind, angerechnet werden.

Im Steuerfall, soll diese Zahlung auf die Vorzugsinvestmentanteile und Investavorzugsanteile auf eine Million drei hundert tausend Euros (EUR 1,300,000) per annum für die Investmentvorzugsanteile, die von dem Investor gehalten werden und auf eine Million fünfhunderttausend Euros (EUR 1,500,000) per annum für die Investavorzugsanteile, die von Investa Holding, Herrn Rittweger und IPE gehalten werden, begrenzt sein. Die Beträge durch die diese Zahlungen für die Investavorzugsanteile einen Betrag von einer Million fünfhunderttausend Euros (EUR 1,500,000) und für Investmentvorzugsaktien einen Betrag von einer Million drei hundert tausend Euros (EUR 1,300,000) unterschreiten, sollen übertragen werden, und sollen so die Beträge die an Investa Holding, Herrn Rittweger, IPE und den Investor in den nachfolgenden Jahren übereinstimmend mit Artikel 5.7, auszuschütten sind, erhöhen.

#### 5.8. Zahlungen an Gesellschafter

Die Management Beteiligung, die Investavorzugsanteile, und die Investmentvorzugsanteile sollen an den Erlösen in der folgenden Reihenfolge beteiligt werden (außer für den Steuerfall):

1) Zahlung auf die Investmentvorzugsanteile bis diese Zahlungen den Betrag des Vorzugsinvestments (mit Ausnahme der Investor Pari Passu Anteilen) zuzüglich der angefallenen Vorzugsdividenden/Zinsen bis zum Zahlungsdatum, erreicht haben;

Danach

2) Zahlung auf die Investavorzugsanteile, die Investor Pari Passu Anteile und die Management Beteiligung auf einer pro rata Basis bis der Gesamtbetrag dieser Zahlungen das Investa Anteilsinvestment und das Investor Pari Passu Investment zuzüglich der Management Kapitaleinlage erreicht haben.

Danach

3) Zahlungen auf die Investa Vorzugsanteile und die Investor Pari Passu Anteile auf einer pro rata Basis in einem Betrag in Höhe der Vorzugsdividenden/Zinsen bis zum Zahlungsdatum.

Danach

4) Zahlung auf die Management Beteiligung die so zu berechnen ist, als ob die Management Beteiligung zu einer(m) Vorzugsdividende/Vorzugszins d.h. vierzehn Prozent. (14 %) p.a auf die Kapitaleinlage für einen Zeitraum von nicht länger als sechs (6) Jahre berechnet nach den gleichen Prinzipien wie für die Vorzugsdividende/Vorzugszins, berechtigt wäre.

Danach

5) Zahlung auf die Investmentvorzugsanteile von einem Betrag gleich (i) dem Ausgleich in Geld zahlbar für die Verluste die durch die Gesellschaft oder die Gesellschaften der Gruppe getragen wurden, wie durch jeglichen Vertrag der von der Gesellschaft geschlossen wurde, geregelt, als Ergebnis eines Garantiebruchs wie in einem Aktienkaufvertrag der von der Gesellschaft als Käufer geschlossen wurde mit dem Zweck einer Beteiligung in der e-shelter Gruppe, plus Zinsen in Höhe von fünf Prozent (5 %) p.a. (jährlich kapitalisierend) anfangend mit dem Zeitpunkt in dem der Zeitraum endet, indem ein Vertragsbruch geheilt werden kann, wie in einem Aktienkaufvertrag beschrieben, multipliziert durch (ii) die Umwandlungsrate.

Danach

6) Zahlung auf die Investmentvorzugsanteile von einem Betrag gleich (i) der Zurückgestellten Steuerentschädigungssumme einschließlich des Zinses hierauf von fünf Prozent (5 %) p.a. (jährlich kapitalisierend) ab dem Zeitpunkt indem die Netto Zahlungsverpflichtung unter der Steuerentschädigung, wie in einem Aktienkaufvertrag zwischen der Gesellschaft als Käufer geschlossen wurde, mit dem Zweck einer Beteiligung in den in der e-shelter Gruppe, beschrieben, zur Zahlung fällig geworden wäre, wäre es nicht in eine Zurückgestellte Steuerentschädigungssumme umgewandelt worden multipliziert durch

(ii) die Umwandlungsrate.

Danach

7) Zahlung auf die Investmentvorzugsanteile gleich (i) einem Betrag der der Einkommenssteuerprovision des Eintrittsdatums ab dem Initialen Abschluss plus fünf Prozent (5 %) p.a Zinsen (jährlich kapitalisierend) entspricht multipliziert durch (ii) die Umwandlungsrate.

Danach

8) fünf Prozent (5%) Beteiligung der Management Beteiligung minus eines Betrags (zwischen Herrn Rittweger und Abry vereinbart) welcher an die Angestellten der Gesellschaft gezahlt wird, als Bonus im Falle eines Austritts, wie näher im Artikel 9 beschrieben, und eine pro rata Beteiligung (auf Basis der Umwandlungsrate bestimmt) der Investa Vorzugsanteile und der Investmentvorzugsanteile (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) in den Erträgen bis der Vorzugsinvestor einen Anteil der Erträge erhält der zwei (2) Mal dem Betrag des Vorzugsinvestments (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) entspricht.

Danach

9) Sieben Prozent (7%) Beteiligung der Management Beteiligung und der pro rata Beteiligung (auf Grundlage der Umwandlungsrate bestimmt) der Investa Vorzugsanteile und der Vorzugs Investmentanteile (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) in den Erlösen bis der Vorzugsinvestor eine Beteiligung an den Erlösen erhält, der drei (3) Mal dem Vorzugsinvestment (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) entspricht.

Danach

10) Elf Prozent (11 %) Beteiligung der Management Beteiligung und der pro rata Beteiligung (auf Grundlage der Umwandlungsrate bestimmt) der Investa Vorzugsanteile und der Investmentvorzugsanteile (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) in den Erlösen bis der Vorzugsinvestor eine Beteiligung an den Erlösen erhält, der vier (4) Mal dem Vorzugsinvestment (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) entspricht.

Danach

11) Fünfzehn Prozent (15 %) der Management Beteiligung und pro rata Beteiligung (auf Basis der Umwandlungsrate bestimmt) der Investa Vorzugsanteile und der Investmentvorzugsanteilen (einschließlich der Investor Pari Passu Anteile) an den verbleibenden Erlösen.

**Art. 6. Anteilsübertragung.** Die Gesellschafter sind nur in folgenden Fällen berechtigt alle Rechte an oder auf ihre Anteile (direkt oder indirekt) an einen anderen Gesellschafter oder dessen Konzerngesellschaft zu verkaufen, zu übertragen, zu verpfänden, zu belasten (oder einen Vertrag oder eine Verpflichtung einzugehen, dies zu tun):

6.4.1 falls es erlaubt ist in einem Vertrag der von Zeit zu Zeit zwischen den Gesellschaftern abgeschlossen wird.

und

6.4.2. mit der vorherigen Erlaubnis des Geschäftsführerrates (einschließlich der Geschäftsführerratsmitglieder die von dem Investor ernannt wurden).

Gleichwohl, bedarf jede Übertragung an nicht Gesellschafter (Übertragungen an Konzerngesellschaften eingeschlossen) der Zustimmung der Hauptversammlung. Die Beschlussfassung erfolgt mit einer Mehrheit, die drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertritt. Die gleiche Gesellschafterzustimmung mit einer Drei-Viertel Mehrheit des Gesellschaftskapitals ist erforderlich im Rahmen einer Übertragung unter den Artikeln 7,8,9 und 10.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Hauptversammlung die mit einer Mehrheit, die drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertritt, beschließt. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

**Art. 7. Tag Along.** Falls Investa Holding und/oder IPE Anteile verkaufen oder übertragen möchte(n), (wobei die Anzahl an Anteilen die verkauft/übertragen werden sollen geteilt durch die Anzahl an Anteilen die von Investa Holding/IPE gehalten werden als „Tag Quote“ bezeichnet wird) und eine gutgläubige Drittpartei findet die weder eine Konzerngesellschaft der Investa Holding noch von IPE ist, (diese Drittpartei: der „Tag Käufer“) soll Investa Holding oder IPE ohne schuldhaftes Zögern den verbleibenden Gesellschaftern eine Benachrichtigung zukommen lassen, in der ihnen mitgeteilt wird, dass Investa Holding und/oder IPE wünschen ihre Anteile zu verkaufen (diese Benachrichtigung die „Tag Benachrichtigung“). Die Tag Benachrichtigung soll die Anzahl der Anteile die Investa und/oder IPE verkaufen möchte(n), den Preis pro Anteil und jede materielle Bedingung die auf diese vorgesehene Übertragung Anwendung findet, einschließlich einer angemessenen Identifikation des Tag Käufers, die Bedingungen der Zahlung der Verkaufspreises und Gewährleistungsrechte, die gegebenenfalls gegeben werden, enthalten (zusammen die „Tag Übertragungsbedingungen“).

In einem Zeitraum von zwanzig (20) Tagen nach Erhalt der Tag Benachrichtigung, soll jeder verbleibende Gesellschafter eine schriftliche Benachrichtigung an Investa und/oder IPE überreichen in der zum Ausdruck gebracht wird, dass er entweder:

1) kein Interesse hat am Verkauf seiner Anteile an den Tag Käufer; oder

2) die Anzahl an Anteilen die er zum Verkauf anbietet, die gleich ist mit der Anzahl seiner Anteile multipliziert durch die Tag Quote (das Ergebnis an Anteilen von jedem benachrichtigenden Gesellschafter, die „Tagged Anteile“).

(diese Benachrichtigung, die „Tag Entscheidung“).

In Zusammenhang mit der Management Gesellschaft, werden nur solche Anteile die von der Management Gesellschaft gehalten werden, in Betracht gezogen um die Tagged Anteile der Management Gesellschaft (d.h. die Anzahl der Anteile die von der Management Gesellschaft gehalten werden multipliziert durch die Tag Quote) zu berechnen, die „Vested Shares“ sind.

Nach einer sauberen Tag Entscheidung, sollen Investa und/oder IPE veranlassen dass der Tag Käufer innerhalb von zwanzig (20) Tagen nach dem Erhalt der Tag Entscheidung durch Investa Holding und/oder IPE die Anteile übertragen bekommt zu Bedingungen die nicht schlechter sind als die Tag Übertragungsbedingungen unter denen Investa Holding und/oder IPE ihre Anteile verkaufen und übertragen an den Tag Verkäufer. Falls ein Anteilsinhaber keine zeitige Tag-Entscheidung übermittelt, kann er nicht länger den Verkauf und die Übertragung seiner Anteile an den Tag Käufer verlangen.

Falls Herr Rittweger nicht mehr berechtigt ist, im Namen von Investa und/oder IPE, Mitglieder des Geschäftsführerrats zu ernennen so ist der Investor (jedoch nicht die anderen Anteilsinhaber) berechtigt, nach einer Tag Benachrichtigung den Verkauf und die Übertragen aller (und nicht nur der Tagged Anteile) seiner Anteile die er in der Gesellschaft hat, an den Tag Käufer zu verlangen, der vorstehende Absatz findet mutatis mutandis Anwendung. Herr Rittweger verpflichtet



such den Investor unverzüglich zu benachrichtigen falls er nicht länger berechtigt ist die Mitglieder des Geschäftsführerrats im Namen von IPE und /oder Investa Holding zu ernennen.

Die Gesellschafter verzichten, soweit wie vom Gesetz erlaubt, auf all ihre Vorkaufsrechte, Veto Rechte und analogen Rechte unter der vorliegenden Satzung und jeder anderen Vereinbarung die von Zeit zu Zeit von den Anteilshabern in Zusammenhang mit dem Verkauf und der Übertragung von Anteilen eingegangen wird.

**Art. 8. Drag-Along.** Falls Investa Holding, Herr Rittweger und/oder IPE über ihre Anteile verfügen möchten und diese Verfügung dazu führt dass Drittparteien Anteile halten die mehr als fünfzig Prozent (50 %) der dann ausgegebenen Anteile darstellen (einschließlich Anteilen die auf dem Wege der Umwandlung erlangt wurden, jedoch ausschließlich Anteilen die unter diesem Artikel gedragged werden) (die „Verfügung“), dies jedoch nicht während einem Austrittsprozess der durch die entsprechende Austrittsbenachrichtigung im Rahmen des Artikels 9.1 herbeigeführt wurde, so sollen Investa Holding und/oder IPE berechtigt sein, von den anderen Gesellschaftern zu verlangen, dass sie alle ihre Anteile (und nicht nur eine pro rata proportion) (einschließlich der Investor Sicherheiten) verkaufen, vorausgesetzt dass der Investor und die Co-Investoren gemeinsam, als Ergebnis der Verfügung die folgenden Erlöse erhalten (brutto Erlöse vor Steuern und Ausgaben, einschließlich bar Erlösen die der Investor und die Co-Investoren gemeinsam von der Verfügung erhalten haben):

1) Erlöse in Höhe des höchsten der nachstehenden Beträge:

(a) dreihundertachtundzwanzig Millionen Euro (EUR 328.000.000)

(b) die Summe des Betrags der Vorzugsinvestmentanteile und des Zinses auf die Vorzugsinvestmentanteile zum Zeitpunkt der Verfügung, unter der Voraussetzung, dass nicht mehr als fünfzehn Prozent (15 %) der Erlöse aus der Verfügung als nicht-in bar Gegenleistung erhalten werden, wobei diese nicht-in bar Gegenleistung in der Form von marktfähigen Wertpapieren gegeben wird, und der Investorratio zwischen in bar und nicht in bar Gegenleistungen (einschließlich Erlösen die von dem Investor vor der Verfügung erhalten wurden) nicht höher als den der jeder andere Anteilshaber erhalten hat, ist.

2) Erlöse von einem der höchsten nachstehenden Beträge:

(a) vierzweiundneunzig Millionen euro (EUR 492.000.000)

(b) die Summe des Betrags der Vorzugsinvestmentanteile und des Zinses auf die Vorzugsinvestmentanteile zum Zeitpunkt der Verfügung, unter der Voraussetzung, dass nicht mehr als dreißig Prozent (30%) der Erlöse aus der Verfügung als nicht-in bar Gegenleistung erhalten werden, wobei diese nicht-in bar Gegenleistung in der Form von marktfähigen Wertpapieren gegeben wird, die weniger als fünf Prozent (5 %) der pro forma Marktkapitalisierung des Ausgebers dieser Wertpapiere darstellen und der Investorratio zwischen in bar und nicht in bar Gegenleistungen (einschließlich Erlöse die von dem Investor vor der Verfügung erhalten wurden) ist nicht höher als der der jeder andere Anteilshaber erhalten hat.

Im Falle einer Verfügung, sollen Investa Holding und IPE ohne schuldhaftes Zögern eine schriftliche Benachrichtigung an die verbleibenden Gesellschafter versenden, die die Anzahl der Anteile die Investa und/oder IPE verkaufen möchte, den Preis pro Anteil und die materiellen Bedingungen die auf einen solchen Verkauf, Übertragung die die Verfügung darstellt, anwendbar sind, darlegt (zusammen die „Drag Übertragung“ und die Benachrichtigung die „Drag Benachrichtigung“).

In einem Zeitraum von zwanzig (20) Tagen nach Erhalt der Drag Benachrichtigung, sind die übrigen Gesellschafter verpflichtet die Anteile anzubieten oder einen Kauf und Übertragungsvertrag mit Investa Holding und IPE, oder falls so von Investa Holding und IPE bestimmt, mit einer Drittparteienkäuferin, in Zusammenhang mit allen Sicherheiten die von den anderen Anteilshabern zu diesem Zeitpunkt gehalten werden („Dragged Anteile“), abzuschließen, unter der Voraussetzung, dass

1) Investa Holding und IPE letztendlich die Anteile die in der Drag Benachrichtigung beschrieben sind, zum Verkauf anbieten oder verkaufen und übertragen.

2) ein Verkauf der Dragged Anteile zu Bedingungen stattfindet die nicht weniger vorteilhaft sind als die die anwendbar sind auf Investa Holding und IPE bei der Verfügung und die verbleibenden Anteilshaber sollen pro rata die Gewährleistungen oder Entschädigungen geben die Investa Holding oder IPE mit dem Drittparteienverkäufer vereinbart.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des luxemburgischen Rechts, verzichten die Gesellschafter, soweit wie vom Gesetz erlaubt, auf all ihre Vorkaufsrechte, Veto Rechte und analogen Rechte unter der vorliegenden Satzung und jeder anderen Vereinbarung die von Zeit zu Zeit von den Gesellschaftern in Zusammenhang mit dem Verkauf und der Übertragung von Anteilen eingegangen wird.

## **Art. 9. Austritt.**

### **9.1 Erstes Angebot**

Ab dem fünften Geburtstag des Initialen Abschlusses, ist der Investor berechtigt, die Gesellschaft, sowie die anderen Gesellschafter über seine Absicht einen Austritt einzuleiten (der Fall des Börsengangs ausgeschlossen), durch eine schriftliche Benachrichtigung zu informieren (die „Austrittsbenachrichtigung“).

Ab Erhalt einer solchen Austrittsbenachrichtigung, sind Investa Holding, IPE und Herr Rittweger berechtigt, ein Angebot, alle zu diesem Zeitpunkt ausstehenden Anteile für einen Preis in bar zu erwerben, abzugeben (das „Erste Angebot“ und der unterliegende Unternehmenswert der Gruppe, der „Erste Angebotswert“) und eine schriftliche Be-

nachrichtigung dieses Angebots, welches alle Bedingungen dem Investor darlegt, innerhalb von neunzig (90) Tagen ab Zugang der Austrittsbenachrichtigung, abzugeben (die „Angebotsbenachrichtigung“).

Im Falle des Erhalts einer Angebotsbenachrichtigung, ist der Investor berechtigt, das Erste Angebot innerhalb von dreißig (30) Tagen nach Erhalt der Angebotsbenachrichtigung anzunehmen, oder einen Austritt (außer Börsengang) zu initiieren. Falls dieser Austritt innerhalb von einhundertachtzig (180) Tagen ab Erhalt der Angebotsbenachrichtigung, in einem in guten Glauben abgegebenen Angebot durch eine Drittpartei resultiert, zu einem bar Preis (das „Ausgelöste Angebot“) der einen Unternehmenswert der Gruppe über dem Ersten Angebotswert impliziert, ist der Investor berechtigt, von allen anderen Gesellschaftern zu verlangen, dass sie das Ausgelöste Angebot annehmen. Falls kein Ausgelöstes Angebot innerhalb von einhundertachtzig (180) Tagen nach Erhalt der Angebotsbenachrichtigung abgegeben wird, soll es dem Investor nicht möglich sein, während dreihundertsechzig (360) Tagen nach Erhalt der ersten Austrittsbenachrichtigung, eine weitere Austrittsbenachrichtigung abzugeben.

Zehn Tage nach dem spätesten der folgenden Ereignisse:

1. Kein Erstes Angebot wird in dem Zeitraum wie im zweiten vorstehenden Absatz beschrieben, erhalten.
2. Der Investor nimmt das Erste Angebot nicht an,

sollen Investa Holding und der Investor gemeinsam eine angesehene Investment Bank von Internationalem Standard anweisen („bulge bracket“) einen Prozess zum Verkauf der Gruppe an eine Drittpartei, die keine Konzerngesellschaft einer der Gesellschafter ist, zu starten. Falls die zwei Parteien sich nicht auf eine Investmentbank einigen können, so soll jeder berechtigt sein, eine Investmentbank zu benennen, die diese Kriterien erfüllt, und falls mehr als eine Investmentbank innerhalb von zehn (10) weiteren Tagen ernannt wird, so sollen die ernannten Investmentbanken den Verkaufsprozess gemeinsam durchführen. Im Falle einer Uneinigkeit zwischen den Investmentbanken die von dem Käufer ausgesucht wurden, soll der Investor das höchste Angebot aus den Geboten der Investmentbanken auswählen.

Bei Erhalt einer Austrittsbenachrichtigung, soll ein Gesellschafter nicht mehr länger berechtigt sein, sein Vorkaufsrecht gemäß Artikel 10 auszuüben.

#### 9.2 Erzwungener Austritt

Nach dem sechsten (6) Geburtstag des Initialen Abschlusses, ist der Investor berechtigt von allen anderen Gesellschaftern zu verlangen, alle notwendigen Schritte um einen Austritt (außer einem Börsengang) zu implementieren, einschließlich ein Angebot anzunehmen, welches von einer gutgläubigen Drittpartei welche keine Konzerngesellschaft des Investors oder der Fonds die von Abry (oder Konzerngesellschaft oder Rechtsnachfolger) verwaltet werden, ist, die Anteile oder Anteilsäquivalente zu erwerben oder alle Aktiva, entweder in der Form aller oder fast aller Anteile oder Anteilsäquivalente der Gesellschaften der Gruppe durch das Senden einer Benachrichtigung an die anderen Gesellschafter (die „Erzwungene Austrittsbenachrichtigung“) unter folgenden Voraussetzungen (ungeachtet der nachfolgenden Ausschüttung der Erlöse in Einklang mit dem Wasserfall wie in Klausel 5.8 (Ausschüttung an Gesellschafter) dargelegt, der auch im Falle eines Austritts im Rahmen des Artikels 9 anwendbar ist):

(i) dass der Preis pro Anteil und Anteilsäquivalent der Gesellschaft, das vom Investor (oder einer seiner Konzerngesellschaften) erhalten wird, nicht höher ist (einschließlich nicht in bar Elementen) als der Preis pro Anteil und Anteilsäquivalent der von einem anderen Gesellschafter erhalten wird, oder für den Fall des Verkaufs und der Übertragung der Aktiva der Gesellschaft, die Gegenleistung (einschließlich nicht-in bar Komponenten) des Investors (oder einer seiner Konzerngesellschaften) nicht höher ist, als die der pro rata Gegenleistung der anderen Gesellschafter (ii) das Ratio der nicht-in bar Gegenleistung zur Gegenleistung in bar die das Angebot für die anderen Gesellschafter mit sich bringt, nicht höher ist als dieses Ratio für den Investor (iii) weiter vorausgesetzt, dass jegliche nicht -in bar Gegenleistung in der Form von marktfähigen Wertpapieren ist (iv) dass der Investor alle Vereinbarungen in finaler Form mit der gutgläubigen Drittpartei in Zusammenhang mit diesem Verkauf und der Übertragung in Zusammenhang mit der Gegenleistung die die gutgläubige Drittpartei vom Investor oder eine seiner Konzerngesellschaft bekommen hat, bevor er in den eigentlichen Vertrag eingetreten ist, offenlegt.

Der Investor soll, nach Beratung mit Investa Holding und IPE eine bekannte und unabhängige Investmentbank von Internationalem Standard damit beauftragen, den Austritt im Namen und zu Kosten des Verkäufers zu organisieren und soll von dem Management der Gesellschaften der Gruppe die Information und die notwendige Unterstützung für den Austritt verlangen. Falls Investa Holding mit der Ernennung einer solchen Investmentbank nicht einverstanden ist, kann Investa Holding ebenfalls eine Investment Bank ernennen, die diesen Kriterien entspricht, jedoch nicht später als zehn (10) Tage nachdem Investa Holding von dem Investor informiert wurde von der Ernennung der Investmentbank. Die Investmentbanken sollen den Austrittsprozess gemeinsam organisieren. Im Falle einer Unstimmigkeit zwischen den Investmentbanken im Rahmen des vorliegenden Artikels, soll der Investor das höchste Gebot auswählen, das von den Investmentbanken gemacht wird.

Artikel 9.1 (Erstes Angebot) und Artikel 10 (Vorkaufsrechte) sind nicht anwendbar auf den Austritt gemäß diesem Artikel 9.2.

**Art. 10. Vorkaufsrechte.** Falls ein Gesellschafter (der „Vorgeschlagene Veräußerer“) wünscht (entweder durch eine Einzeltransaktion oder durch eine Serie von verbundenen Transaktionen) Anteile zu übertragen (die „Vorkaufsrechtsübertragung“), so muss der Vorgeschlagene Veräußerer schriftlich Anzeige davon machen (eine „Vorkaufsrechtsanzeige“) an die Gesellschaft (als Beauftragter für jeden Gesellschafter der weder der Investor noch der Vorgeschlagene Veräußerer

ist) (wobei jeder Gesellschafter außer dem Investor und dem Vorgeschlagenen Veräußerer ein „Berechtigter Gesellschafter“ ist), die folgende Informationen enthält:

1. Die Anzahl der Anteile (die „Vorkaufsrechtsanteile“) die der Vorgeschlagene Veräußerer in Zusammenhang mit einer Vorkaufsrechtsübertragung übertragen möchte;
2. Die Identität der Person(en) denen die Vorkaufsrechtsanteile zum Erwerb angeboten werden (der „Vorgeschlagene Erwerber“);
3. den Preis pro Vorkaufsrechtsanteil (der „Vorkaufspreis“) und die anderen Bedingungen (die „Vorkaufsrechtsbedingungen“) unter denen der Vorgeschlagene Investor vorschlägt die Vorkaufsrechtsanteile zu übertragen.

Innerhalb von fünf Tagen nach Erhalt durch die Gesellschaft von einer Vorkaufsrechtsanzeige, soll die Gesellschaft jedem Berechtigten Gesellschafter eine Kopie der Vorkaufsrechtsanzeige zusenden zusammen mit einer Aufstellung der Vorkaufsrechtsproportion der Vorkaufsrechtsanteile.

Innerhalb von zehn (10) Tagen nach dem Datum der Vorkaufsrechtsanzeige (oder jedes andere Datum das zwischen dem Vorgeschlagenen Veräußerer und dem Berechtigten Gesellschafter vereinbart ist) (das „Vorkaufsrechtsabschlusdatum“) kann jeder Berechtigter Gesellschafter (der „Vorkaufsrechtsanbieter“) durch schriftliche Benachrichtigung an die Gesellschaft und Kopie an den Vorgeschlagenen Veräußerer anbieten:

- 1) seine ganze Vorkaufsrechtsproportion der Vorkaufsrechtsanteile; und
- 2) seine gesamten Vorkaufsrechtsanteile für die keine Vorkaufsrechtsangebote durch andere Berechtigte Gesellschafter gemacht wurden; und/oder
- 3) die gesamten Vorkaufsrechtsanteile in Zusammenhang mit welchen Vorkaufsrechtsangebote anderer Berechtigter Gesellschafter von dem Vorgeschlagenen Veräußerer abgelehnt wurden.

(zusammen die „Vorkaufsrechtsüberschussanteile“).

Wenn einmal getätigt, ist das Vorkaufsrechtsangebot unwiderruflich und bindend und soll angenommen oder zurückgewiesen werden durch den Vorgeschlagenen Investor wie nachstehend beschrieben.

Falls ein Gesellschafter es verfehlt ein Vorkaufsrechtsangebot zum Vorkaufsrechtsangebotsabschlussstag zu machen, so ist davon auszugehen dass der Berechtigte Gesellschafter davon abgesehen hat ein Vorkaufsrechtsangebot zu machen und er soll keine weiteren Rechte unter diesem Artikel 10 haben in Zusammenhang mit den Vorkaufsrechtsanteilen.

Falls Vorkaufsrechtsangebote erhalten werden für eine Anzahl an Anteilen die höher ist als die Gesamtanzahl der Vorkaufsrechtsanteile, so wird davon ausgegangen, dass jeder Vorkaufsrechtsanbieter der angeboten hat Vorkaufsrechtsüberschussanteile zu kaufen, auch angeboten hat seine Vorkaufsrechtsanteilsproportion der Vorkaufsrechtsüberschussanteile zu verkaufen.

Innerhalb von fünf (5) Arbeitstagen ab dem Vorkaufsrechtsangebotsabschlussdatum, muss der Vorgeschlagene Veräußerer die Gesellschaft informieren, ob er jedes Vorkaufsrechtsangebot annimmt oder ablehnt. So schnell wie möglich danach soll die Gesellschaft:

- 1) Jedem Vorkaufsrechtsanbieter schriftlich mitteilen, dass sein Vorkaufsrechtsangebot abgelehnt wurde (eine „Ablehnungsbenachrichtigung“); und
- 2) jedem Vorkaufsrechtsanbieter dessen Vorkaufsrechtsangebot akzeptiert wurde (ein „Akzeptierter Anbieter“), schriftlich mitteilen (die „Annahmebenachrichtigung“) wie viele Anteile er erwerben muss.

Jede Annahmebenachrichtigung muss folgendes enthalten:

- 1) ein Datum, einen Ort und eine Uhrzeit (das „Vorkaufsrechtsabschlusdatum“) das zwischen zehn und fünfzehn Arbeitstage nach dem Vorkaufsrechtsangebotsabschlussstag (oder jedes andere Datum, Ort, Uhrzeit die der Vorgeschlagene Veräußerer und der Akzeptierte Anbieter bestimmen) an dem der Verkauf der relevanten Vorkaufsrechtsanteile zu erfüllen ist; und
- 2) der Vorgeschlagene Veräußerer von dem die relevanten Vorkaufsrechtsanteile zu erwerben sind.

An oder vor dem Vorkaufsrechtsabschlusdatum, soll der Vorgeschlagene Veräußerer die Vorkaufsrechtsanteile und die damit verbundenen Rechte an den Akzeptierten Anbieter mit dem vollen Eigentum und frei von Belastungen übertragen, durch Abgabe an die Gesellschaft von:

- 1) den relevanten Anteilszertifikaten (falls vorhanden) (oder eine Freistellung in diesem Zusammenhang die den Geschäftsführerratsmitgliedern genügt); und
- 2) ein vollständig ausgefüllter Kaufvertrag durch den der Vorgeschlagene Veräußerer Garantien in Bezug auf das Eigentum und Besitz der relevanten Vorkaufsrechtsanteile gibt und wonach er am Vorkaufsrechtsabschlusdatum das Eigentum an seinen relevanten Vorkaufsrechtsanteilen an den relevanten Akzeptierten Anbieter frei von Belastungen übertragen wird,

gegen Zahlung des gesamten Vorkaufspreises der ihm zusteht von dem relevanten Akzeptierten Anbieter an dem Vorkaufsrechtsabschlusdatum.

Der Erhalt durch die Gesellschaft des gesamten Vorkaufspreises der von jedem Akzeptierten Anbieter gezahlt wird, gilt als Erfüllung gegenüber dem Akzeptierten Anbieter. Nach Erfüllung der Verpflichtungen des relevanten Vorgeschlagenen Veräußerers unter dem vorliegenden Artikel 10 und Erhalt durch die Gesellschaft von dem gesamten

Vorkaufsrechtspreis der von jedem Akzeptierten Anbieter geschuldet wird in Bezug auf die relevanten Vorkaufsrechtsanteile, soll der Geschäftsführerrat die Registrierung der relevanten Übertragung genehmigen.

Falls, bis zum Vorkaufsrechtsabschlussdatum ein Akzeptierter Anbieter nicht zahlt, oder die Zahlung nicht veranlasst, von dem gesamten Vorkaufsrechtspreis in Zusammenhang mit den Vorkaufsrechtsanteilen nach diesem Artikel (ein „Vertragsbrüchiger Akzeptierter Anbieter“), so soll der Vorgeschlagene Veräußerer (ohne auf andere Rechte die er eventuell gegenüber dem Vertragsbrüchigen Akzeptierten Anbieter hat zu verzichten), berechtigt sein, das Eigentum an den Vorkaufsrechtsanteilen im Einklag mit diesem Artikel zu übertragen, so als ob der Vertragsbrüchige Akzeptierte Anbieter kein Vorkaufsrechtsangebot abgegeben hätte, und der vertragsbrüchige Akzeptierte Anbieter hat keine Ansprüche auf Schadenersatz oder Sonstiges gegen den Vorgeschlagenen Veräußerer in Zusammenhang mit diesen Vorkaufsrechtsanteilen.

Falls, bis zum Vorkaufsrechtsabschlussdatum, ein Vorgeschlagener Veräußerer seinen Verpflichtungen unter diesem Artikel nicht nachkommt, (ein „Vertragsbrüchiger Vorgeschlagener Veräußerer“) kann der Geschäftsführerrat jedes Mitglied berechtigen als Bevollmächtigten für den Vertragsbrüchigen Vorgeschlagenen Veräußerer jedes der hierin genannten Dokumente zu unterschreiben, auszufüllen und abzugeben.

Jeder Vertragsbrüchige Vorgeschlagene Veräußerer soll seine Anteilszertifikate (falls solche bestehen) in Zusammenhang mit den relevanten Vorkaufsrechtsanteilen (die „Vertragsbrüchiger Vorgeschlagener Veräußerer Anteile“) an die Gesellschaft herausgeben (oder eine Freistellung in diesem Zusammenhang in einer für den Geschäftsführerrat zufriedenstellenden Form). Am, jedoch nicht vor dem Datum der Herausgabe, ist der Vertragsbrüchige Vorgeschlagene Veräußerer berechtigt den gesamten Vorkaufsrechtspreis zu erhalten für die relevanten Vorkaufsrechtsanteile die in seinem Namen übertragen wurden, ohne Zinsen. Zahlung an den Vertragsbrüchigen Vorgeschlagenen Veräußerer soll in einer Art getätigt werden die zwischen der Gesellschaft und dem Vertragsbrüchigen Vorgeschlagenen Veräußerer vereinbart wurde und in Abwesenheit einer solchen Vereinbarung durch Scheck an die letzte Adresse des Vertragsbrüchigen Vorgeschlagenen Veräußerer. Erhalt des gesamten Vorkaufsrechtspreises für die so übertragenen Vorkaufsrechtsanteile stellt eine implizierte Garantie des Vertragsbrüchigen Vorgeschlagenen Veräußerers zugunsten des relevanten Akzeptierten Anbieters, dass das Eigentum an den Vorkaufsrechtsanteilen an den relevanten Akzeptierten Anbieter übertragen wurden ohne Belastungen.

Die Gesellschafter stimmen darüber ein und sind damit einverstanden, dass die Vollmacht, die unter diesem Artikel gegeben wird, notwendig ist, als Sicherheit für die Erfüllung durch den Vorgeschlagenen Veräußerer seiner Verpflichtungen unter diesem Artikel.

Der Vorgeschlagene Veräußerer kann, innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Vorkaufsrechtangebotsabschlussdatum das Eigentum an folgendem übertragen:

1) an den Vorkaufsrechtsanteilen für die Vorkaufsrechtsangebote nicht erhalten wurden am Vorkaufsrechtsabschlussdatum; und

2) an den Vorkaufsrechtsanteilen für die davon ausgegangen wird, dass keine Vorkaufsrechtsangebote abgegeben wurden.

an eine beliebige Person zu beliebigen Bedingungen ohne die Vorkaufsrechtsprozedur die in diesem Artikel dargelegt ist, zu respektieren.

Falls der Vorgeschlagene Veräußerer ein Vorkaufsrechtsangebot im Einklang mit diesem Artikel ablehnt, so überträgt der Vorgeschlagene Veräußerer innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem relevanten Vorkaufsrechtsangebotsabschlussdatum das Recht an den relevanten Vorkaufsrechtsanteilen die sich auf die Ablehnungsbenachrichtigung beziehen, an eine beliebige Person zu beliebigen Bedingungen, außer dass die Übertragung nicht für weniger als den Vorkaufsrechtspreis für die relevanten Vorkaufsrechtsanteile (wobei für diese Zwecke jegliche nicht in bar Gegenleistung die von dem relevanten Vorgeschlagenen Veräußerer in Zusammenhang mit dieser Übertragung, in Betracht gezogen wird).

Während die relevanten Vorkaufsrechtsanteile Gegenstand eines Vorkaufsrechtsangebots sind, kann über solche Vorkaufsrechtsanteile nicht anderweitig als in diesem Artikel beschrieben, verfügt werden.

Zugelassene Übertragungen von Anteilen oder Anteilsäquivalenten durch einen Gesellschafter an eine Konzerngesellschaft des Gesellschafters, sind nicht Gegenstand eines Vorkaufsrechts wie in Artikel 10 beschrieben, unter der Voraussetzung, dass die Übertragungsdokumentation die die Übertragung dokumentieren folgendes enthält:

1) die so übertragenen Anteile werden automatisch zurückübertragen an den übertragenden Gesellschafter falls der erwerbende Gesellschafter aufhört eine Konzerngesellschaft des übertragenden Gesellschafters zu sein.

2) die erwerbende Konzerngesellschaft tritt einem Vertrag bei, der von Zeit zu Zeit von den Gesellschaftern in Zusammenhang mit der Gesellschaft abgeschlossen wird.

3) der übertragende Gesellschafter bleibt voll haftbar gegenüber allen anderen Gesellschaftern für alle Verpflichtungen die er gemäß einem Vertrag der von Zeit zwischen den Gesellschaftern in Zusammenhang mit der Gesellschaft abgeschlossen wurde, eingegangen ist.

### Kapitel III. - Geschäftsführung

**Art. 11. Zusammensetzung und Befugnis.** Die Gesellschaft wird von einem Geschäftsführerrat verwaltet, welcher aus bis zu sechs (6) Geschäftsführer besteht.

Die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt, welche auch die Dauer des Mandates festhält. Der Investor ist berechtigt zwei (2) Geschäftsführer zu ernennen und Herr Rittweger ist berechtigt, vier (4) Geschäftsführer zu ernennen.

Der Investor und Herr Rittweger können gemeinsam bis zu zwei (2) unabhängige Geschäftsführer zur Ernennung durch die Hauptversammlung als Geschäftsführer vorschlagen. In diesem Fall, kann die Hauptversammlung beschließen die Anzahl der Geschäftsführer zu erhöhen, ohne die Anzahl von acht (8) Mitglieder zu überschreiten.

Der Geschäftsführerrat besteht aus A Geschäftsführern und B Geschäftsführern, die A Geschäftsführer sind Geschäftsführer welche nicht in Luxemburg wohnhaft sind, die durch den Investor oder durch Herrn Rittweger oder durch beide gemeinsam ernannt wurden, und die B Geschäftsführer sind die in Luxemburg wohnhaften Geschäftsführer, die von durch den Investor oder durch Herrn Rittweger oder durch beide gemeinsam ernannt wurden.

Um Missverständnissen vorzubeugen, meint der Begriff „ernennen“ wie er in diesem Abschnitt und in dieser Satzung benutzt wird, das Recht für jene Person einen oder mehrere Kandidaten zur Ernennung als Mitglied des Geschäftsführerrats der Generalversammlung der Gesellschafter vorzuschlagen.

Der Gesellschafter, welcher ein Mitglied des Geschäftsführerrats ernennt, ist berechtigt der Hauptversammlung vorzuschlagen dieses Mitglied zu jeder Zeit aus welchem Grund auch immer und mit oder ohne Ankündigung zu entlassen oder zu suspendieren. Ein Geschäftsführer kann mit einer vorherigen einmonatigen Ankündigung an den Vorsitzenden, zurücktreten.

So lange wie Herr Rittweger, Investa Holding und/oder IPE Gesellschafter der Gesellschaft sind, ist Herr Rittweger berechtigt den Vorsitzenden, der vom Geschäftsführerrat gewählt wird, vorzuschlagen.

Die Gesellschaft wird in jeder Hinsicht durch die gemeinsame Unterschrift eines A Geschäftsführers und eines B Geschäftsführers oder durch die Unterschrift jeder Person welcher eine solche Unterschriftbefugnis vom Geschäftsführerrat erteilt wurde, verpflichtet.

Besondere Vollmachten können durch den Geschäftsführerrat privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden.

**Art. 12. Spezifische Angelegenheiten.** Die folgenden Angelegenheiten dürfen nicht ohne die vorherige Zustimmung des Geschäftsführerrats, einschließlich der Zustimmung durch die Mitglieder die von dem Investor ernannt werden, durchgeführt werden, allerdings die Angelegenheiten, für welche das Gesetz eine Entscheidung der Hauptversammlung der Gesellschafter verlangt, werden nur von der Hauptversammlung der Gesellschafter wirksam und überzeugend getroffen:

#### 1. Gesellschaftsangelegenheiten

1.1. Änderung der Gründungsunterlagen, so wie die Satzung der Gesellschaft oder der Gesellschaften der Gruppe, es sei denn eine solche Änderung hat keine wirtschaftliche oder unternehmerische Auswirkung auf die Gesellschaft oder die jeweilige Gesellschaft der Gruppe (z.B. Änderung des rechtlichen Namens; Änderung der Vertretungsmacht et al) und hat keine überproportionalen rechtlichen oder wirtschaftlichen Auswirkungen auf den Investor.

1.2. Variation des Stammkapitals, Zuteilung oder Ausgabe an Personen von (i) Wertpapieren der Gesellschaft oder einer Gesellschaft der Gruppe, (ii) Wertpapieren die vorrangig oder pari passu zu den Vorzugsanteilen sind oder die Gewährung von Optionen oder Rechten zur Ausgabe von (y) Wertpapieren in der Gesellschaft oder den Gesellschaften der Gruppe, (z) Wertpapieren die vorrangig oder pari passu zu den Vorzugsanteilen sind oder die Variation der Rechte von Wertpapieren der Gesellschaft oder einer der Gesellschaften der Gruppe oder von Anteilsäquivalenten.

1.3. Zahlung oder Erklärung von Dividendenzahlungen oder sonstigen Gewinnausschüttungen aus verfügbaren Gewinnen außer an andere Gesellschaften der Gruppe oder die Ausführung aller Anteilsrückkäufe in der Gesellschaft oder in einer anderen Gesellschaft der Gruppe oder die Umwandlung oder der Erwerb von CPECs.

1.4. Eintritt in Unternehmensverträge im Sinne von Abschnitt 291 ff. Aktiengesetz („AktG“) oder gleichwertigen Verträgen mit einer Gesellschaft mit Ausnahme der Gesellschaft und der Gesellschaften der Gruppe gemäß den rechtlichen Bestimmungen der jeweiligen Gerichtsbarkeit.

1.5. Die Übertragung von Vollmachten des Geschäftsführerrats an einen Ausschuss.

1.6. Die Beschlussfassung oder andere Wege um die Gesellschaft oder eine der Gesellschaften der Gruppe oder einen anderen Rechtsträger in der die Gesellschaft eine Beteiligung hält, in freiwillige Auflösung/Insolvenz oder in ein anderes entsprechendes Verfahren zu setzen, soweit nicht von dem anwendbaren Recht vorgeschrieben.

1.7. Der Erwerb von Rechten an Wertpapieren in oder von einer Gesellschaft, eines Unternehmens oder einer sonstigen juristischen Person und jeder Erwerb von Vermögenswerten der Gesellschaft oder der anderen Gesellschaften der Gruppe und jede Verschmelzung der Gesellschaft und / oder der Gesellschaften der Gruppe in eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder in eine andere juristische Person mit einem Überschuss von mehr als fünfzig Millionen euro (EUR 50,000,000) mit Rücksicht auf die ganze Gesellschaftsgruppe ab dem Datum des Initialen Abschlusses. Der Grenzwert erhöht sich auf (i) fünfundsiebzig Millionen euro (EUR 75,000,000) Gegenleistung kumulativ für die gesamte Gruppe ab dem Datum des Initialen Abschlusses falls die Gesellschaft auf einer konsolidierten Basis, einen drei monatigen verjährlichten wiederauftretenden („LQA“) EBITDA von sechzig Millionen euros (EUR 60,000,000) überschreitet, (i) einhundertfünfzig Millionen euros (EUR 150,000,000) kumulativ für die gesamte Gruppe ab dem Datum des Initialen Abschlusses falls die Gesellschaft auf einer konsolidierten Basis, einen wiederauftretenden LQA EBITDA von achtzig Millionen euros (EUR 80,000,000) überschreitet

1.8. Eintritt in eine Entflechtungstransaktion oder in eine Umwandlungsgesetzmaßnahme durch die Gesellschaft oder eine Gesellschaft der Gruppe unter dem Deutschen Umwandlungsgesetz oder gleichgeartete Gesetze anderer Gerichtsbarkeiten.

1.9. Verfügung von, Einigung über die Verfügung, Belastung oder Einigung über die Belastung von Aktiva (einschließlich Anteilen, Wertpapieren oder Schuldinstrumenten) von der Gesellschaft oder einer Gesellschaft der Gruppe, die eine Gegenleistung, Auslage oder Verbindlichkeiten in Höhe von fünfundzwanzig Millionen Euro (EUR 25,000,000) zusammen für die gesamte Gruppe vom Datum des Initialen Abschlusses, beinhaltet, es sei denn der LQA EBITDA der Gesellschaft überschreitet auf einer konsolidierten Basis achtzig Millionen Euro (EUR 80,000,000). In diesem Fall wird der Betrag auf fünfzig Millionen Euro (EUR 50,000,000) erhöht für die gesamte Gruppe kumulativ ab dem Datum des Initialen Abschlusses.

1.10. Verfügung von Rechten in/an Wertpapieren der Gesellschaft oder einer Gesellschaft der Gruppe an jede andere Person die nicht die Gesellschaft oder eine Gesellschaft der Gruppe ist.

1.11. Die Börseneinführung von Anteilen der Gesellschaft (nach Umwandlung in eine Gesellschaftsform die einen Börsengang erlaubt) oder jeder Gesellschaft der Gruppe die die Voraussetzungen die von den Gesellschaftern bestimmt wurden, erfüllt.

1.12. Eintritt in eine Equity Joint Venture durch die Gesellschaft oder eine Gesellschaft der Gruppe mit einer anderen Person, die keine Gesellschaft der Gruppe ist.

## 2. Transaktionen mit verbundenen Parteien

Eine Transaktion oder Vereinbarung eingehen, die Zustimmung zu einer Transaktion oder Vereinbarung geben, eine Transaktion abändern oder beenden mit (a) einem Gesellschafter, (b) einer Konzerngesellschaft eines Gesellschafters oder (c) einer Entität in der ein Gesellschafter oder eine Konzerngesellschaft ein kontrollierendes Interesse hat, es sei denn die Transaktion wurde gemacht, verändert oder beendet im Laufe des normalen Geschäftsgangs, nach dem Fremdvergleichsgrundsatz, zugestimmt in dem Business plan für einen Wert der zusammen weniger als fünfhunderttausend Euros (EUR 500.000) beträgt.

## 3. Finanz- und Buchhaltungsangelegenheiten

3.1 Annahme von neuen Buchhaltungsrichtlinien oder Praktiken oder die substantielle Änderung von Buchhaltungsrichtlinien oder Praktiken oder Änderungen des Bilanzjahres, mit Ausnahme der Fälle in denen es von dem Gesetz vorgeschrieben ist oder um mit neuen Buchhaltungsstandards im Einklang zu sein.

3.2 Eintritt in finanzielle Verpflichtungen gegenüber einer Bank oder externen Finanzierungsbeschaffern, einschließlich jeder Verpflichtung, verpflichtungsgleichen Obligationen und der Ausgabe von Schuldinstrumenten an Drittparteien, durch die, die Verpflichtungen der Gruppe sieben (7) mal den wiederkehrenden LQA EBITDA des jüngsten Quartals (einschließlich des jährlichen Impacts von Verbraucherverträgen die von der Gesellschaft eingegangen wurden die jedoch nicht in den jährlichen wiederkehrenden EBITDA eingeschlossen sind) überschreiten, und der Eintritt in Verpflichtung zu nicht vorherrschenden Marktbedingungen.

## 4. Geschäftsangelegenheiten

Tätigung von Kapitalaufwendungen oder anderen Investitionen außerhalb der Europäischen Union oder der Türkei durch die Gesellschaft oder eine Gesellschaft der Gruppe, wobei IPE, Investa Holding und Herr Rittweger, berechtigt sind, für den Fall, dass eine Gelegenheit außerhalb der EU oder der Türkei vom Geschäftsführerrat abgelehnt wird, dieses Geschäft alleine oder zusammen weiterzuführen (einschließlich jeder Drittpartei außerhalb der Gruppe.)

## 5. Arbeitsrechtliche Angelegenheiten

Vornahme einer substantiellen Änderung des Service Agreements welches zwischen Herrn Ruprecht Rittweger und der Gesellschaft oder einer Gesellschaft der Gruppe abgeschlossen wurde. Ernennung oder Abberufung des CEO der Gesellschaft und Änderung der Bedingungen des Service Agreements mit diesem CEO.

## 6. Andere Angelegenheiten

Änderungen von Bestimmungen in-oder Rechten unter Dokumenten die in Zusammenhang mit dem Rückkauf von Anteilen in den Gesellschaften der Gruppe oder der Ausübung von Käuferrechten, stehen oder die die Ausübung dieser Rechte regelt.

**Art. 13. Sitzungen des Geschäftsführerrats.** Der Geschäftsführerrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Geschäftsführerrates sein muss und der für die Protokolle der Sitzungen des Geschäftsführerrates.

Dritten gegenüber hat der Geschäftsführerrat unter allen Umständen unbeschränkte Vollmacht zu Handlungen im Namen der Gesellschaft und zur Genehmigung von Geschäften und Handlungen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Der Geschäftsführerrat soll in Luxemburg am eigetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten werden, es sei denn die Mitglieder des Geschäftsführerrats beschließen einvernehmlich den Geschäftsführerrat an einem anderen Ort in Luxemburg oder im Ausland. Alle Tagungen des Geschäftsführerrats werden in Englisch abgehalten, es sei denn, die Mitglieder beschließen etwas anderes in Einzelfällen.

Der Geschäftsführerrat soll mindestens einmal pro Vierteljahr durch den Vorsitzenden, oder in dessen Abwesenheit durch ein anderes Mitglied, das hierzu vom Vorsitzenden berechtigt wurde, einberufen werden. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung des Geschäftsführerrates; in seiner Abwesenheit jedoch kann jedes Mitglied des Geschäftsführerrates die Sitzung leiten mit der Zustimmung des Vorsitzenden, und in Abwesenheit des Vorsitzenden und des ernannten Mitglieds, kann ein Mitglied das von dem Investor ernannt wurde, zusammen mit einem Mitglied, das von Herrn Rittweger ernannt wurde, den Vorsitz der Sitzung übernehmen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates ist berechtigt, zu verlangen, dass ein Geschäftsführerrat einberufen wird. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält wenigstens sieben (7) Tage vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung ein Einberufungsschreiben das den Ort, das Datum und die Uhrzeit angibt, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit in jedem Beschluss des Geschäftsführerrates angegeben werden müssen, in diesem Fall kann die Einberufungszeit auf drei (3) Tage reduziert werden. Auf schriftliche, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebene Einwilligung eines jeden Mitgliedes des Geschäftsführerrates, kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Geschäftsführerrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Experten und andere Personen können durch den Vorsitzenden oder andere Geschäftsführerratsmitglieder mit Zustimmung des Vorsitzenden eingeladen werden.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen. Ein Mitglied des Geschäftsführerrates kann mehrere andere Mitglieder des Geschäftsführerrates vertreten.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle andere verstehen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens fünf (5) Mitglieder anwesend oder vertreten sind bei dem Geschäftsführerrat. Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der

Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder, gefasst.

Es sei denn, es ist etwas anderes in einer Vereinbarung die zwischen den Gesellschaftern geschlossen wurde, vereinbart, und unter Ausschluss der Angelegenheiten die von dem Gesetz der Kompetenz des Geschäftsführerrates oder der Hauptversammlung zugeordnet wurden, sollen die Angelegenheiten die in Artikel 12 beschrieben sind, nicht von der Gesellschaft vorgenommen werden, bevor nicht die Zustimmung des Geschäftsführerrates, einschließlich der Zustimmung der Investor Mitglieder, eingeholt wurde.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrerer schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt solche Beschlüsse werden schriftlich bestätigt; die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll das als Nachweis der Beschlussfassung gilt.

**Art. 14. Protokolle der Geschäftsführerratsitzungen.** Die Protokolle aller Sitzungen des Geschäftsführerrates sollen den Ort und das Datum, die Anwesenden, die Punkte der Tagesordnung und den Hauptinhalt der Beschlüsse des Geschäftsführerrates enthalten, und werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, von dem Mitglied an das diese Aufgabe vom Vorsitzenden delegiert wurde, unterzeichnet.

Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von dem Mitglied an das diese Aufgabe vom Vorsitzenden delegiert wurde, unterzeichnet.

**Art. 15. Haftung der Mitglieder des Geschäftsführerrates.** Die Geschäftsführer haften auf Grund der Ausübung ihrer Funktion für Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder der Gesellschafter nicht persönlich. Sie sind nur für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

#### **Kapitel IV. - Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter**

**Art. 16. Gemeinschaftliche Entscheidungen.** Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung einer einfachen Mehrheit der Gesellschafter sofern diese wenigstens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Alle anderen Entscheidungen benötigen die Zustimmung der Gesellschafter die mehr als die Hälfte des Stammkapitals darstellen. Es sei denn es ist etwas anderes in der Satzung bestimmt, und falls diese Zahl nicht erreicht wird bei der ersten Hauptversammlung oder der ersten schriftlichen Anhörung, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal einberufen

oder angehört, durch Einschreiben, und die Entscheidungen werden durch einfache Mehrheit gefasst, ohne Rücksicht auf den Anteil des vertretenen Kapitals.

Die spezifischen Angelegenheiten die in Artikel 12 aufgelistet sind, sollen nicht der Hauptversammlung zur Zustimmung vorgelegt werden, es sei denn dies ist so durch zwingendes Recht festgelegt. In diesem Fall sollen die Beschlüsse der Hauptversammlung mit einer drei Viertel (3/4) Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

### **Kapitel V. - Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen**

**Art. 17. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

**Art. 18. Jahresabschlüsse.** Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen das Inventar in dem sämtliche Aktiven und Forderungen der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

**Art. 19. Gesetzliche Reserve.** Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

### **Kapitel VI. - Gesellschaftsauflösung - Liquidation - Generelle Klausel**

**Art. 20. Gesellschaftsauflösung - Liquidation.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest. Falls nicht anders vorgesehen, haben die Liquidatoren alle Befugnisse zur Verwertung der Aktiven und Begleichung der Forderungen der Gesellschaft.

Der restliche Überschuss der aus der Verwertung der Aktiva und Begleichung der Forderungen der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern gemäß den Bestimmungen des Artikels 5.8 aufgeteilt.

**Art. 21 Definitionen.** Zum Zwecke dieser Satzung:

Konzerngesellschaft meint in Zusammenhang mit einer Person, jede andere Person die direkt oder indirekt die erste Person kontrolliert, von ihr kontrolliert wird oder unter der gemeinsamen Kontrolle mit der ersten Person steht oder jede andere Person die direkt oder indirekt mehr als zwanzig Prozent (20 %) der wirtschaftlichen Rechte in der ersten Person hält oder in welcher die erste Person direkt oder indirekt zwanzig Prozent (20 %) der wirtschaftlichen Recht hält oder ein vertragliches Recht hat mehr als zwanzig Prozent (20 %) der wirtschaftlichen Rechte zu erwerben.

„Abry“ meint Lux e-shelter, eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit einem Kapital von EUR 57,500, mit Sitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter Nummer B 162692, oder falls im Zusammenhang notwendig, e-shelter Holdings LLC, eine Gesellschaft gegründet und bestehend unter dem Rechts des Staates Delaware, USA, mit Sitz in Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, 198 oder jede andere Konzerngesellschaft oder Rechtsnachfolger, falls im Zusammenhang anwendbar.

„Satzung“ meint die Satzung der Gesellschaft in ihrer jeweils gültigen Form.

„Geschäftsführerrat“ meint der Geschäftsführerrat der Gesellschaft in seiner jeweiligen Zusammensetzung.

„Geschäftstag“ meint jeder Tag an dem Banken im dem Großherzogtum Luxemburg, in New York, USA und Frankfurt, Deutschland generell geöffnet sind und der weder ein Samstag noch ein Sonntag ist.

„CEO“ meint Herr Rittweger oder einer seiner Nachfolger.

„Co-Investoren“ meint Investoren, die, nach Ausübung des Optionsrecht von Herrn Rittweger Investment Vorzugsanteile für einen bestimmten Betrag zu den gleichen wirtschaftlichen Bedingungen als Topco, an ausgewählte Investoren zuzuordnen, Gesellschafter der Gesellschaft werden durch Erwerb der Investment Vorzugsanteile von Topco.

„Gesellschaft“ hat die Bedeutung wie in Artikel 1 beschrieben.

„Kontrolle“, „Kontrollierend“, „Kontrolliert“ meint in Zusammenhang mit einer Person, die Berechtigung diese Person zu verwalten oder zu leiten, oder die verwaltenden oder leitenden Körper dieser Person, oder eine Mehrheit deren Mitglieder falls sie als Kollegialorgan entscheiden, zur ernennen, aufgrund Eigentum von Wertpapieren mit Stimmrecht, aufgrund Vertrags oder anders (in diesem Zusammenhang gilt die Kommanditgesellschaft als von ihrem Komplementär kontrolliert).

„Umwandlungsrate“ hat die gleiche Bedeutung wie im Zweiten Abschnitt von Artikel 5.5.

„CPECs“ meint convertible preferred equity certificates welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft ausgegeben werden.

„Zurückgestellte Steuerentschädigungssumme“ hat die gleiche Bedeutung wie in einem Anteilskaufvertrag, der von Zeit abgeschlossen wurde“

„Einkommenssteuerprovision des Eintrittsdatums“ meint ein Betrag von einer Million dreihundertachtzigtausendfünfhundertzweiundvierzig euro (EUR 1,380,542 der die gesamte Einkommenssteuer darstellt.

„Verzug“ meint jedes Ereignis, das als solches in einem Gesellschaftervertrag der zwischen den Gesellschaftern geschlossen wurde, definiert ist.



„Bestehende Gesellschafter“ meint jede Person die gegenwärtig Anteile in der Gesellschaft hält.

„Austritt“ meint der Verkauf oder die Übertragung von allen oder fast allen Anteilen in der Gesellschaft oder von all ihren Aktiva an eine dritten Partei, eine Börseneinführung, eine Re-kapitalisierung oder eine Auflösung der Gesellschaft (außer im Falle einer Insolvenz).

„Finaler Abschluss“ meint der Tag an dem die Management Kapitaleinlage getätigt wird, in Einklang mit einem Vertrag der von Zeit zu Zeit zwischen den Gesellschaftern abgeschlossen wird.

„Gruppe“ oder „Gesellschaft der Gruppe“ oder „Gesellschaften der Gruppe“ meint die Gesellschaft und jede direkte oder indirekte Tochtergesellschaft.

„IPE“ meint Investa Projektentwicklungs-und Verwaltungsgesellschaft mbH, mit Sitz in Vilshofener Strasse 8, 81679 München, Deutschland

„Initialer Abschluss“ meint den initialen Abschluss des Investments in die e-shelter Gesellschaften, d.h. 28. November 2011.

„Investa Holding“ meint Investa Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in Mergenthaler-allee 79-81, 65760 Eschborn, Deutschland.

„Investa Anteilsinvestment“ meint Stammanteile oder die Vorzugsanteile der Klasse B die einbezahlt wurde von Herrn Rittweger, IPE und Investa Holding

„Investa Vorzugsanteile“ meint jedes der Stammanteile und Vorzugsanteile der Klasse B die einbezahlt wurde von Herrn Rittweger, IPE und Investa Holding.

„Investor“ oder „Topco“ meint Lux e-shelter S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Anteilekapital von EUR 57,500, mit Sitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter Nummer B 162692.

„Investor Pari Passu Anteile“ meint die neunundsechzig Millionen dreihunderttausend (69.300.000) Vorzugsanteile der Klasse B die von Topco gehalten werden..

„Investor Pari Passu Investment“ meint sieben Millionen Euro (EUR 7.000.000).

„Management Kapitaleinlage“ meint die Kapitaleinlage in die Gesellschaft als Gegenleistung für die Management Beteiligung.

„Management Beteiligung“ meint in Zusammenhang mit dem management incentive plan für das management der Gruppe, die Kapitalbeteiligung des managements in der Gesellschaft welche zu einer Rendite von bis zu 15 % auf diese Kapitalbeteiligung berechtigt.

„Management Gesellschaft“ meint die Gesellschaft durch die Herr Rittweger und andere manager, die von Herrn Rittweger bestimmt werden, begrenzte Stammanteile halten.

„Herr Rittweger“ meint Herrn Ruprecht Rittweger, geboren am 15. Juni 1970 in München, Deutschland, beruflich wohnhaft in Mergenthaler Allee 79-81, 65760 Eschborn, Deutschland.

„Stammanteile“ meint die Stammanteile die von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft ausgegeben wurden.

„Pelham 1 Verkäufer“ meint E/Shelter LP, 10-13 Centre Road, Wilmington 19805, USA, eingetragen mit der Delaware Division of Corporation unter der Nummer 3225276.

„Person“ meint jede Einzelperson, Handelsgesellschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Verein, Aktiengesellschaft, Trust, Joint Venture, ein nicht eingetragener Verein, eine staatliche Entität oder jede Abteilung, Niederlassung oder politische Unterteilung.

„Vorzugsdividende / Vorzugszinssatz“ meint vierzehn prozent (14 %) Rendite in Form von Dividenden oder Zinsen welche an die Vorzugsanteile in ihrer Gesamtheit und an die Investa Vorzugsanteile in ihrer Gesamtheit gezahlt werden.

„Vorzugsinvestor“ meint Abry, der Pelham 1 Verkäufer und seine Rechtsnachfolger und die Co-Investoren.

„Vorzugsinvestment“ meint den Nennwert der Stammanteile, der Vorzugsanteile der Klasse A, der Vorzugsanteile der Klasse B und/oder CPECs welche von Abry oder anderen Vorzugsinvestoren finanziert wurden.

„Investmentvorzugsanteile“ meint jedes Stammanteil, Vorzugsanteil der Klasse A und/oder CPECs das durch Topco und durch den anderen Vorzugsinvestor eingezahlt wurde.

„Vorzugsanteile“ meint die Vorzugsanteile der Klasse A und die Vorzugsanteile der Klasse B die ausgegeben wurden von der Gesellschaft.

„Erlös“ meint alle Dividendenzahlungen oder Zinszahlungen oder Kapitalrückzahlungen die von der Gesellschaft vorgenommen werden oder alle anderen Erlöse (einschließlich Sachzahlungen) die ein Gesellschafter infolge eines Austritts erhält.

„Wertpapier“ oder „Wertpapiere“ meint alle Vorzugsanteile der Klasse A, alle Vorzugsanteile der Klasse B, alle Stammanteile und alle CPECs die von der Gesellschaft ausgegeben wurden

„Aktionär“ oder „Gesellschafter“ meint den Inhaber der Anteile die von der Gesellschaft ausgegeben wurden.

„Anteile“ meint alle Stammanteile und alle Vorzugsanteile die von der Gesellschaft ausgegeben wurden.

„Transaction Equity Value“ meint den Nach-Investment Wert (postmoney equity value) der Gruppe, wie näher beschrieben in einer Vereinbarung in Zusammenhang mit der Gesellschaft, die von Zeit zu Zeit zwischen den Gesellschaftern der Gruppe abgeschlossen wird.

„Übertragung“ meint jede Transaktion, ob gewollt oder ungewollt, oder durch das Gesetz vorgeschrieben, die zu einer Übertragung des Eigentums «nue-propriété», «usufruit» oder jeglichen Rechten an den von der Gesellschaft ausgegeben Anteile führt (einschließlich der Stimmrechte oder Rechte auf Dividenden) an eine Person ob Gesellschafter oder nicht, auf irgendeinem Weg (einschließlich aber nicht nur Schenkung, Teilübertrag von Vermögen („apports partiels d’actifs“), Zusammenschlüsse, Aufteilungen (“scissions”), Verkauf, Abtretung, Verpfändung oder eine sonstige Form von Übertragung, Weiterleitung oder Verfügung eines gesetzlichen oder sonstigen Interesses an den Anteile sowie die Verbindung dieser Methoden für die Übertragung von Eigentum.

**Art. 22. Allgemeine Bestimmungen.** Alle Angelegenheiten die nicht von dieser Satzung geregelt werden, sind geregelt durch das Gesetz vom 10. August 1915 Handelsgesellschaften betreffend, in seiner jeweils gültigen Fassung.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, erklärt der Vorsitzende die Hauptversammlung um 13.10 für geschlossen.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene, die dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat die Erschienene mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. STREIFF, S. GADDINI, L. HARRIS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 30 novembre 2011. Relation: RED/2011/2565. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 02. Dezember 2011.

Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2011166856/1968.

(110193569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

**TE Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 149.868.

Statuts coordonnés, suite à l’assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 10 août 2011, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 9 septembre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011168556/13.

(110194956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**TE Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 149.868.

Statuts coordonnés, suite à l’assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 17 août 2011, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 16 septembre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011168557/13.

(110194963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Technicalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 36.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168558/10.

(110195756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Sodwana Finance, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 133.751.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011168525/12.

(110195323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**The Four Plus (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 49.717.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2011.

Signature

L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

Référence de publication: 2011168560/12.

(110194763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Tibre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 101.768.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire  
tenue de manière extraordinaire le 30 septembre 2011*

*Cinquième résolution:*

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Thierry FLEMING et désigne à partir du 31 octobre 2011, Monsieur Pierre LENTZ, né à Luxembourg le 22.04.1959, expert comptable, demeurant professionnellement 2, avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

L'assemblée prend note également du changement d'adresse professionnelle de la société AUDIEX S.A., anciennement sise 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg et transférée 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TIBRE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011168561/19.

(110194581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Ticket & Mail Service SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 83.308.

---

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 07/12/2011.

Référence de publication: 2011168562/10.

(110194881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Somebuzz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3441 Dudelange, 17, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 152.654.

---

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2011.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011168531/12.

(110195571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Value Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 152.435.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Value Holdings S.à r.l.*

*Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2011168583/11.

(110195412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Ticket & Mail Service SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 83.308.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 07/12/2011.

Référence de publication: 2011168563/10.

(110194885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Ticket & Mail Service SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 83.308.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 07/12/2011.

Référence de publication: 2011168564/10.

(110194890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Tall International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 63.492.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168551/9.

(110195554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Société de Financement Sofidor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 32.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168523/9.

(110195144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**SOMAC S.A. "Soft Management Corporation", Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.570.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168530/9.

(110195479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Trentelacs S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 93.726.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.12.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011168572/10.

(110194923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**UK Bricks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 161.405.

EXTRAIT

Monsieur Riccardo BOSCARDIN, né le 05.11.1952 à Basel (Suisse), demeurant à CH-4103 BOTTMINGEN (Suisse), Sonnenrain, 8, a été nommée gérant pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Yves MIORCEC DE KER-DANET.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 décembre 2011.

*Pour la société*

*Le domiciliataire*

Référence de publication: 2011168577/15.

(110194683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Triax Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 92.491.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168574/9.

(110194747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Totalina Investholding S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 100.405.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168571/9.

(110194742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Vector Gerber (Lux) 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 162.607.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 23 août 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 23 septembre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011168584/13.

(110194977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Vartema S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 87.789.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011168590/9.

(110195276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Vector Gerber (Lux) 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 162.613.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 23 août 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 23 septembre 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011168585/13.

(110194975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Villa Conrad S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 107.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2011168586/11.

(110195778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Varsagrup S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 143.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168589/10.

(110195182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Val II Feeder S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 162.038.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 13 juillet 2011 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 12 août 2011.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2011168588/13.

(110194920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Veiner Weissert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9841 Wahlhausen, 34, Am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 145.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011168591/10.

(110195662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Vermögensberatung & Immobiliengesellschaft G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 141.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 8 décembre 2011.

Référence de publication: 2011168592/10.

(110194824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

**Vicon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 152.518.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Pour copie conforme  
Pour la société  
Maître Carlo WERSANDT  
Notaire

Référence de publication: 2011168595/14.

(110194736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Villefranche Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 136.496.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2011.

Pour: VILLEFRANCHE INVESTMENT S.A.  
Société anonyme  
Experta Luxembourg  
Société anonyme  
Isabelle Maréchal-Gerlaxhe / Caroline Felten

Référence de publication: 2011168596/15.

(110195543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---

**Almadi, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6188 Gonderange, 1, Op der Tonn.  
R.C.S. Luxembourg B 139.591.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.12.2011.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.  
Luxembourg

Référence de publication: 2011168787/12.

(110196264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2011.

---

**"2ID S.A. (investissement International & Développement)", Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 145.084.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2011.

Pour la société  
Un mandataire

Référence de publication: 2011168625/12.

(110195574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2011.

---